MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

LETTRE D'INFORMATION JURIDIQUE

**LETTRE DE LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES** DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE ET DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

**LIJ HORS SÉRIE – SEPTEMBRE 2019**

# BILAN DE L'ACTIVITÉ CONTENTIEUSE DE L'ANNÉE 2018



## SOMMAIRE


## ACTIVITÉ CONTENTIEUSE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

### Le contentieux de l'enseignement scolaire traité par les rectorats
- Augmentation du nombre de recours introduits en 2018
- Répartition thématique des recours nouveaux introduits en 2018
- Stabilisation du nombre de décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Sens des décisions

### Le contentieux de l'enseignement scolaire traité par l'administration centrale (sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)
- Augmentation du nombre de recours introduits en 2018
- Stabilisation du nombre de décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Sens des décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Répartition thématique des décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Évolution des recours nouveaux et des décisions rendues depuis 10 ans
- Condamnations pécuniaires prononcées contre l'État en 2018

### Bilan général
- Synthèse des recours en matière d'enseignement scolaire depuis 10 ans

## ACTIVITÉ CONTENTIEUSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### Le contentieux traité par les établissements publics d'enseignement supérieur
- Évolution du contentieux traité par les établissements publics d'enseignement supérieur depuis 10 ans
- Répartition thématique des affaires en instance au 31 décembre 2018
- Sens des décisionsjurictionnelles rendues en 2018
- Procédures disciplinaires

### Le contentieux de l'enseignement supérieur traité par les rectorats
- Évolution du contentieux de l'enseignement supérieur traité par les rectorats depuis 10 ans
- Répartition thématique des recours introduits en 2018, décisions notifiées et affaires en instance
- Sens des décisions juridictionnelles rendues en 2018

### Le contentieux de l'enseignement supérieur traité par l'administration centrale (sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)
- Recours nouveaux introduits et décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Sens des décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Répartition thématique des décisions juridictionnelles rendues en 2018
- Évolution des recours nouveaux et des décisions rendues depuis 10 ans
- Condamnations pécuniaires prononcées contre l'État en 2018

## Bilan général de l’activité contentieuse de l’État en matière d’enseignement supérieur (administration centrale, rectorats)

- Synthèse des recours enregistrés par l'administration centrale et les rectorats en matière d'enseignement supérieur depuis 10 ans

### SÉLECTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES MARQUANTES

#### Enseignement : questions générales
- Obligation scolaire
- Neutralité

#### Enseignement scolaire
- Relations des etablissements scolaires avec l’État (questions communes)
- Relations des établissements scolaires avec les collectivités territoriales (questions communes)
- Relations des établissements scolaires avec les parents d’élèves
- Premier degré

#### Enseignement supérieur et recherche
- Administration et fonctionnement des établissements publics d'enseignement supérieur
- Inscription des étudiants

#### Examens et concours
- Réglementation
- Compétence des établissements
- Épreuves

#### Personnels
- Recrutement et changement de corps
- Affectation et mutation
- Positions
- Accident de service et maladie contractée en service
- Droits et garanties
- Rémunérations, traitement et avantages en nature
- Discipline
- Cessation de fonctions
- Questions propres aux agents non titulaires
- Enseignants-chercheurs

#### Établissements d'enseignement privés
- Maîtres contractuels

#### Responsabilité
- Mise en cause de la responsabilité de l’administration

#### Procédure contentieuse
- Compétence des juridictions
- Recevabilité des requêtes
- Pouvoirs et devoirs du juge

#### Technologies de l'information et de la communication (TIC)
- Fichiers (traitements automatisés de données)

#### Accès aux documents administratifs
- Communication de documents administratifs

### ACTIVITÉ CONTENTIEUSE DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

tL’objet de ce bilan est de mesurer année après année la charge que représente le contentieux administratif et d’en suivre l’évolution des caractéristiques. Le volet quantitatif et l’évolution thématique sont pris en compte, tant au niveau déconcentré, pour chaque académie, qu’au niveau de l’administration centrale.

Rappelons en préliminaire que, pour l’année 2018, c’est l’administration centrale qui, devant les juridictions de premier ressort, représentait le ministre lorsque les décisions contestées avaient été prises en son nom et qui, dans tous les cas, assurait la représentation de l’État devant les juridictions d’appel, y compris dans les dossiers défendus par les recteurs d’académie en première instance sur le fondement de l’article D. 222-35 du code de l’éducation. C’est également le ministre qui décide d’interjeter appel ou de se pourvoir en cassation dans toutes les affaires contentieuses relevant du ministère de l’éducation nationale mettant en cause l’État[1].

**NOTE**

1. L'année prochaine, le bilan contentieux sera affecté par l'intervention du décret n° 2019-889 du 27 août 2019 relatif aux compétences des recteurs en matière de règlement juridictionnel et transactionnel des litige, qui a déconcentré le contentieux en appel à compter du 1er septembre 2019 et a relevé le plafond des transactions traitées par les recteurs. [retour]

## Le contentieux de l'enseignement scolaire traité par les rectorats

À titre liminaire, il convient de préciser que les 88 recours de 2018 dont la défense a été assurée en Île-de-France par le service interacadémique des examens et concours (SIEC) au nom des recteurs des académies de Créteil, Paris et Versailles, ainsi que les 80 décisions juridictionnelles rendues dans des litiges relatifs à des examens et concours dans ces mêmes académies, se répartissent inégalement entre les trois académies concernées (40 recours et 29 décisions pour l'académie de Créteil, 12 recours et 14 décisions pour l'académie de Paris, 36 recours et 37 décisions pour l'académie de Versailles).

Il n'en demeure pas moins que l'activité contentieuse prise en charge par le SIEC connaît une augmentation constante ces dernières années : 88 recours en 2018 contre 85 en 2017, 71 en 2016, 61 en 2015 et 46 en 2014, soit une progression annuelle moyenne de + 18 % au cours des cinq dernières années. Ces recours et décisions ont été réintroduits dans les bilans de chacune des trois académies (cf. *infra*).

Par ailleurs, le bilan annuel 2018 rend compte également de l'activité contentieuse prise en charge par le CNED qui assure le service public de l'enseignement à distance.

### AUGMENTATION DU NOMBRE DE RECOURS INTRODUITS EN 2018

L'activité des services juridiques académiques est restée très dynamique, le nombre de nouveaux recours progressant de 8 % avec 2 701 recours introduits en 2018 contre 2 495 en 2017.

Après un cycle de baisses constantes de 2010 à 2013, les augmentations constatées en 2014 (+ 15 %), 2015 ( + 3 %), 2016 (+ 8 %), 2017 ( + 4 %) et 2018 (+ 8 %) se poursuivent donc, mais de façon irrégulière. Le nombre de nouveaux recours est supérieur à la moyenne annuelle de 2 256 nouveaux recours enregistrés chaque année au cours de la période des vingt dernières années.

Le nombre de nouveaux recours a progressé dans 19 académies, il a diminué dans 12 autres et est resté quasiment stable dans 5 services. L'intensité de ces variations, à la hausse comme à la baisse, est très variable.

Trois groupes se distinguent donc :

– les services qui ont vu leur nombre de nouveaux recours augmenter : Aix-Marseille (+ 24 %), Amiens ( + 39 %), Besançon (+ 72 %), CNED (+ 10 %), Créteil (+ 27 %), Guyane (+ 38 %), Limoges (+ 53 %), Lyon (+ 12 %), Martinique (+ 29 %), Mayotte (+ 25 %), Nancy-Metz (+ 16 %), Nouvelle-Calédonie (+ 51 %), Orléans-Tours (+ 21 %), Poitiers (+ 8 %), Reims (+ 32 %), Rennes (+ 32 %), La Réunion (+ 14 %), Rouen (+ 32 %) et Wallis-et-Futuna (+ 50 %) ;

– les services qui ont vu leur nombre de nouveaux recours diminuer et dont la situation est également très hétérogène : Bordeaux (- 10 %), Corse (- 129 %), Dijon (- 28 %), Grenoble (- 7 %), Guadeloupe (- 83 %), Lille (- 12 %), Nantes (- 41 %), Nice (- 27 %), Paris (- 22 %), Polynésie française (- 100 %), Strasbourg (- 16 %) et Versailles (- 13 %) ;

– les services dont le nombre de nouveaux recours introduits en 2018 est resté le même qu'en 2017 (Clermont-Ferrand, Montpellier et Saint-Pierre-et-Miquelon) ou a peu évolué : Caen (+ 3 %) et Toulouse (- 4 %).

La région académique d'Île-de-France concentre près de 25 % des nouveaux recours enregistrés en 2018, alors qu'elle représente près de 20 % de la population scolaire de la métropole et des collectivités ultra-marines.

Par ailleurs, et comme en 2017, c'est le nombre de nouvelles requêtes en référé qui progresse le plus fortement (549 en 2018 contre 476 en 2017, soit + 15 %), nombre bien supérieur à la moyenne annuelle de 357 nouvelles requêtes en référé enregistrées chaque année au cours de la période des dix-huit dernières années depuis la création de cette voie de recours par la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000.

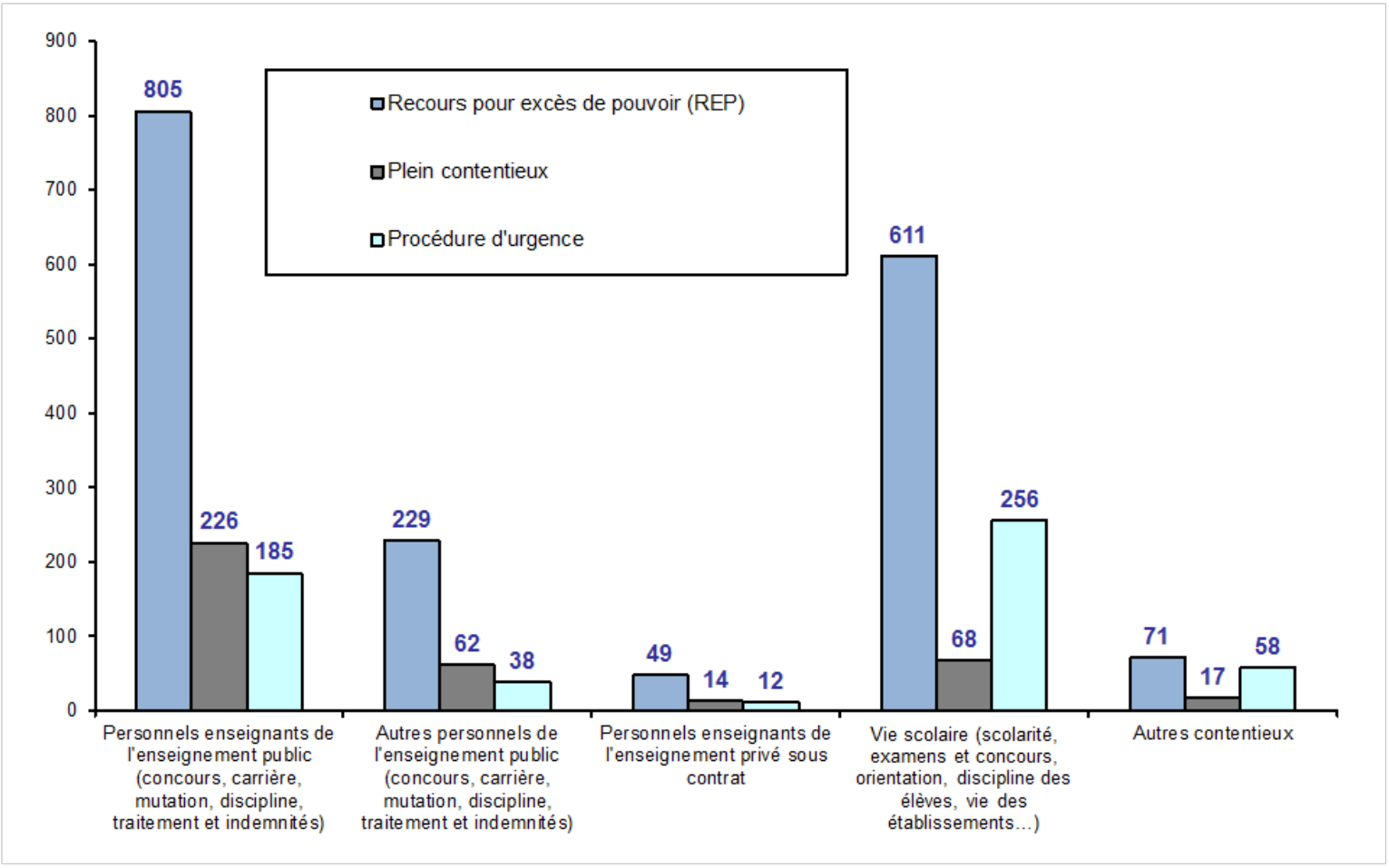
Ces 549 nouvelles requêtes en référé représentent 3 % des 15 500 référés urgents traités chaque année par les juridictions administratives.

À noter que, pour les services juridiques académiques, les requêtes en référé représentent 20 % des nouveaux recours.

**Tableau 1**
**Recours nouveaux introduits en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Objet du contentieux | Recours pour excès de pouvoir (REP) | Plein contentieux | Procédure d'urgence | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| **Personnels enseignants de l'enseignement public** (concours, carrière, mutation, discipline, traitement et indemnités) | 805 | 226 | 185 | 1 216 |
| **Autres personnels de l'enseignement public** (concours, carrière, mutation, discipline, traitement et indemnités) | 229 | 62 | 38 | 329 |
| **Personnels enseignants de l'enseignement privé sous contrat** | 49 | 14 | 12 | 75 |
| **Vie scolaire** (scolarité, examens et concours, orientation, discipline des élèves, vie des établissements…) | 611 | 68 | 256 | 935 |
| **Autres contentieux** | 71 | 17 | 58 | 146 |
| TOTAL | 1 765 | 387 | 549 | 2 701 |

**Graphique du tableau 1**
**Recours nouveaux introduits en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)




## RÉPARTITION THEMATIQUE DES RECOURS NOUVEAUX INTRODUITS EN 2018

En 2018, le nombre de nouveaux recours en matière de contentieux des personnels s'élève à 1 620, soit une progression de + 10 % par rapport à 2017. Cette hausse s'inscrit dans la tendance générale observée au sein des tribunaux administratifs, qui ont fait face en 2018 à une progression de + 12 % de nouveaux recours en matière de contentieux de la fonction publique (cf. rapport d'activité 2019 du Conseil d'État sur l'activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives pour l'année 2018, p. 38).

Le contentieux des personnels représente ainsi 60 % de l'ensemble des recours traités par les rectorats, contre 74,5 % en moyenne annuelle pour la période des vingt dernières années. Il est inférieur à la moyenne annuelle de 1 681 nouveaux recours constatée dans cette matière au cours de cette longue période.

En matière de vie scolaire, le nombre de nouveaux recours augmente à nouveau significativement en 2018 : 935 recours contre 849 en 2017 (784 en 2016, 584 en 2015, 517 en 2014, 408 en 2013 et 421 en 2012). En 2018, il représente ainsi 35 % de l'ensemble des nouveaux recours enregistrés par les rectorats, contre 19 % en moyenne annuelle pour la période des vingt dernières années. Il est plus de deux fois supérieur à la moyenne annuelle de 430 nouveaux recours constatée dans cette matière au cours de cette longue période. Parmi ces 935 nouveaux recours enregistrés en matière de vie scolaire, 20 concernent des familles dont l'enfant a été victime d'un accident scolaire et qui ont cherché à engager devant les juridictions administratives la responsabilité de l'État, du fait par exemple d'une mauvaise organisation du service. La moyenne au cours des sept dernières années était, dans ce domaine, de 17 nouveaux recours annuels.

Ainsi, en 2018 se confirme l'orientation selon laquelle les rectorats tendent, dans la période récente, à enregistrer, parmi les nouveaux recours, plus de litiges opposant le service public de l'enseignement scolaire aux familles et usagers, et moins de litiges relatifs aux personnels.

**Tableau 2**

**Répartition thématique et par académie des recours nouveaux introduits en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Recours pour excès de pouvoir | | | | | | Plein contentieux | | | | | | Procédure d'urgence | | | | | | TOTAL GÉNÉRAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | |
| Aix-Marseille | 47 | 13 | 4 | 40 | 0 | 104 | 5 | 3 | 2 | 0 | 2 | 12 | 7 | 4 | 0 | 16 | 1 | 28 | 144 |
| Amiens | 11 | 5 | 0 | 10 | 0 | 26 | 5 | 4 | 0 | 2 | 1 | 12 | 1 | 1 | 0 | 6 | 0 | 8 | 46 |
| Besançon | 6 | 8 | 1 | 48 | 0 | 63 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 39 | 0 | 40 | 105 |
| Bordeaux | 30 | 6 | 2 | 15 | 2 | 55 | 7 | 2 | 1 | 0 | 0 | 10 | 2 | 0 | 0 | 10 | 1 | 13 | 78 |
| Caen | 14 | 10 | 0 | 9 | 0 | 33 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 2 | 0 | 2 | 0 | 5 | 40 |
| Clermont-Ferrand | 8 | 4 | 0 | 6 | 1 | 19 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 3 | 23 |
| Corse | 1 | 4 | 0 | 1 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 7 |
| Créteil | 139 | 28 | 3 | 43 | 0 | 213 | 13 | 4 | 0 | 7 | 0 | 24 | 59 | 2 | 0 | 14 | 0 | 75 | 312 |
| Dijon | 11 | 0 | 1 | 5 | 2 | 19 | 6 | 3 | 0 | 1 | 0 | 10 | 6 | 0 | 0 | 5 | 0 | 11 | 40 |
| Grenoble | 25 | 8 | 5 | 26 | 3 | 67 | 11 | 0 | 2 | 6 | 0 | 19 | 5 | 1 | 0 | 10 | 1 | 17 | 103 |
| Guadeloupe | 9 | 1 | 0 | 2 | 0 | 12 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 4 | 3 | 0 | 2 | 3 | 0 | 8 | 24 |
| Guyane | 26 | 0 | 0 | 2 | 2 | 30 | 16 | 4 | 0 | 1 | 1 | 22 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 6 | 58 |
| Lille | 36 | 15 | 1 | 26 | 0 | 78 | 17 | 6 | 0 | 4 | 0 | 27 | 6 | 7 | 0 | 12 | 0 | 25 | 130 |
| Limoges | 5 | 0 | 0 | 2 | 0 | 7 | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 5 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 15 |
| Lyon | 35 | 19 | 6 | 28 | 1 | 89 | 2 | 2 | 0 | 3 | 0 | 7 | 11 | 1 | 3 | 8 | 1 | 24 | 120 |
| Martinique | 10 | 2 | 1 | 2 | 3 | 18 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 3 | 0 | 0 | 2 | 1 | 6 | 28 |
| Mayotte | 11 | 0 | 0 | 0 | 13 | 24 | 7 | 3 | 0 | 0 | 2 | 12 | 5 | 3 | 0 | 0 | 16 | 24 | 60 |
| Montpellier | 31 | 13 | 1 | 10 | 6 | 61 | 16 | 5 | 0 | 2 | 0 | 23 | 4 | 2 | 0 | 5 | 2 | 13 | 97 |
| Nancy-Metz | 11 | 5 | 2 | 20 | 5 | 43 | 2 | 2 | 0 | 1 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 7 | 2 | 9 | 57 |
| Nantes | 36 | 1 | 6 | 14 | 2 | 59 | 6 | 0 | 1 | 1 | 0 | 8 | 3 | 0 | 0 | 10 | 1 | 14 | 81 |
| Nice | 22 | 7 | 0 | 29 | 0 | 58 | 2 | 1 | 0 | 2 | 0 | 5 | 4 | 1 | 0 | 3 | 0 | 8 | 71 |
| Nouvelle-Calédonie | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 24 | 0 | 2 | 1 | 0 | 27 | 6 | 0 | 0 | 1 | 0 | 7 | 59 |
| Orléans-Tours | 25 | 5 | 0 | 38 | 1 | 69 | 5 | 2 | 1 | 1 | 0 | 9 | 2 | 3 | 0 | 6 | 1 | 12 | 90 |
| Paris | 32 | 10 | 3 | 35 | 1 | 81 | 2 | 2 | 1 | 0 | 0 | 5 | 8 | 0 | 2 | 15 | 0 | 25 | 111 |
| Poitiers | 23 | 6 | 0 | 6 | 0 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 37 |
| Polynésie française | 12 | 0 | 1 | 0 | 4 | 17 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 22 |
| Reims | 15 | 2 | 3 | 11 | 1 | 32 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 38 |
| Rennes | 23 | 7 | 4 | 34 | 10 | 78 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 3 | 4 | 1 | 1 | 14 | 2 | 22 | 103 |
| Réunion (La) | 20 | 7 | 2 | 6 | 1 | 36 | 3 | 1 | 0 | 2 | 0 | 6 | 3 | 1 | 1 | 2 | 1 | 8 | 50 |
| Rouen | 17 | 3 | 1 | 21 | 11 | 53 | 3 | 2 | 0 | 3 | 0 | 8 | 1 | 0 | 0 | 4 | 22 | 27 | 88 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 16 | 20 | 0 | 23 | 0 | 59 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 4 | 3 | 4 | 0 | 5 | 0 | 12 | 75 |
| Toulouse | 20 | 1 | 2 | 25 | 2 | 50 | 27 | 3 | 0 | 11 | 9 | 50 | 13 | 0 | 2 | 19 | 4 | 38 | 138 |
| Versailles | 52 | 18 | 0 | 74 | 0 | 144 | 27 | 5 | 0 | 11 | 0 | 43 | 15 | 4 | 1 | 32 | 0 | 52 | 239 |
| Wallis-et-Futuna | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| CNED | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 4 | 0 | 3 | 1 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| TOTAL | 805 | 229 | 49 | 611 | 71 | 1 765 | 226 | 62 | 14 | 68 | 17 | 387 | 185 | 38 | 12 | 256 | 58 | 549 | 2 701 |

Les contentieux en matière de personnels employés par des contrats uniques d'insertion (ex-contrats aidés) sont jugés par les juridictions de l'ordre judiciaire. À ces occasions, les services juridiques académiques apportent leur aide aux établissements scolaires, voire également à leur conseil.

Le non-respect du droit à la formation et à l'accompagnement dont bénéficient ces personnels a été à l'origine, depuis 2011, d'un contentieux de masse signalé dans les bilans de l'activité contentieuse. Le volume de ces contentieux n'a cependant cessé de décroître depuis 2013 : 793 nouveaux recours en 2013 et un stock de 1 174 recours pendants au 31 décembre 2013, 522 nouveaux recours en 2014 et un stock de 642 recours pendants au 31 décembre 2014, 434 nouveaux recours en 2015 et un stock de 345 recours pendants au 31 décembre 2015, 246 nouveaux recours en 2016 et un stock de 284 recours pendants au 31 décembre 2016, 180 nouveaux recours en 2017 et un stock de 285 recours pendants au 31 décembre 2017.

Cette baisse régulière du nombre de nouveaux recours dans cette matière semble s'être stabilisée en 2018 avec un chiffre de 189 nouveaux recours.

Leur répartition entre les académies est toutefois très inégale.

**Tableau 3**
**Contentieux relatifs aux agents titulaires d'un contrat aidé en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Niveau de juridiction | Recours nouveaux | Décisions rendues | Stock des recours pendants au 31 déc. 2018 |
|---|---|---|---|
| Contentieux introduits par des titulaires de contrats aidés devant les conseils de prud'hommes | 158 | 87 | 171 |
| Contentieux poursuivis par des titulaires de contrats aidés devant les cours d'appel | 17 | 24 | 31 |
| Contentieux poursuivis par des E.P.L.E devant les cours d'appel | 13 | 32 | 25 |
| Contentieux poursuivis par des titulaires de contrats aidés devant la Cour de cassation | 1 | 7 | 1 |
| Contentieux poursuivis par des E.P.L.E devant la Cour de cassation | 0 | 3 | 0 |
| TOTAL | 189 | 153 | 228 |

**Graphique du tableau 3**
**Contentieux relatifs aux agents titulaires d'un contrat aidé en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

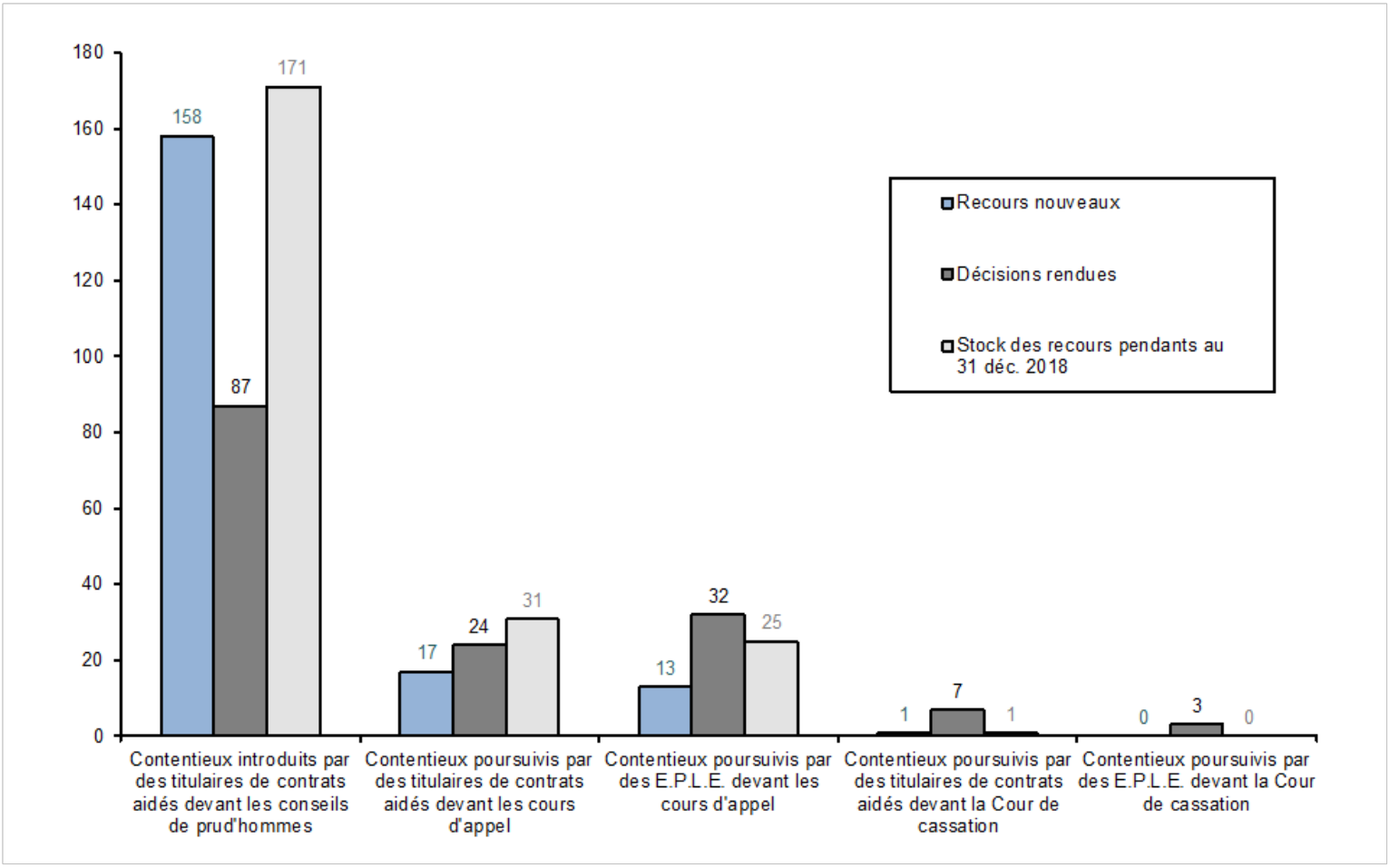



**Tableau 4**

**Répartition par académie des contentieux relatifs aux agents employés par contrats aidés en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Recours nouveaux | | | | | | Décisions rendues | | | | | | Stock des recours pendants au 31 déc. 2018 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total |
| Aix-Marseille | 10 | 0 | 3 | 0 | 0 | 13 | 21 | 1 | 23 | 0 | 0 | 45 | 18 | 6 | 8 | 0 | 0 | 32 |
| Amiens | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Besançon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bordeaux | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Caen | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Clermont-Ferrand | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Corse | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créteil | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 |
| Dijon | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Grenoble | 20 | 1 | 10 | 0 | 0 | 31 | 14 | 1 | 1 | 0 | 0 | 16 | 15 | 0 | 13 | 0 | 0 | 28 |
| Guadeloupe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Guyane | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Lille | 14 | 3 | 0 | 0 | 0 | 17 | 8 | 2 | 0 | 0 | 0 | 10 | 11 | 8 | 0 | 1 | 0 | 20 |
| Limoges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Lyon | 10 | 1 | 0 | 1 | 0 | 12 | 4 | 1 | 3 | 1 | 0 | 9 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Martinique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mayotte | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montpellier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nancy-Metz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nantes | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 2 | 0 | 2 | 0 | 3 | 7 | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| Nice | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 4 | 0 | 4 | 0 | 9 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Nouvelle-Calédonie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Orléans-Tours | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 | 5 |
| Paris | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Poitiers | 18 | 4 | 0 | 0 | 0 | 22 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 8 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 |
| Polynésie française | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reims | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rennes | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 10 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 27 | 2 | 0 | 0 | 0 | 29 |
| Réunion (La) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rouen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Toulouse | 7 | 3 | 0 | 0 | 0 | 10 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Versailles | 24 | 2 | 0 | 0 | 0 | 26 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 5 | 46 | 1 | 0 | 0 | 0 | 47 |
| Wallis-et-Futuna | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNED | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **TOTAL** | **158** | **17** | **13** | **1** | **0** | **189** | **87** | **24** | **32** | **7** | **3** | **153** | **170** | **32** | **25** | **1** | **0** | **228** |

## STABILISATION DU NOMBRE DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018 – SENS DES DÉCISIONS

Le nombre de décisions juridictionnelles rendues par les tribunaux administratifs est resté stable en 2018 par rapport à 2017 (2 496 décisions rendues en 2018, 2 475 en 2017).

Cette stabilisation au regard de l'augmentation significative du nombre de nouveaux recours enregistrés en 2018 par les tribunaux administratifs illustre le constat relevé par M. Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État « d'une *dégradation du taux de couverture, malgré une forte mobilisation des magistrats et agents de greffe pour accroître le nombre de sorties (+ 4,2 % dans les tribunaux)* »[2] (cf. Bruno Lasserre, dans son éditorial du rapport d'activité 2019 du Conseil d'État, p. 10).
Le nombre de 2 496 jugements rendus en 2018 demeure ainsi supérieur à la moyenne annuelle du nombre de jugements constatée au cours des vingt dernières années, qui s'élève à 2 178. Quant au nombre des décisions juridictionnelles rendues en référé, il s'élève à 524, soit 21 % des décisions rendues en 2018.

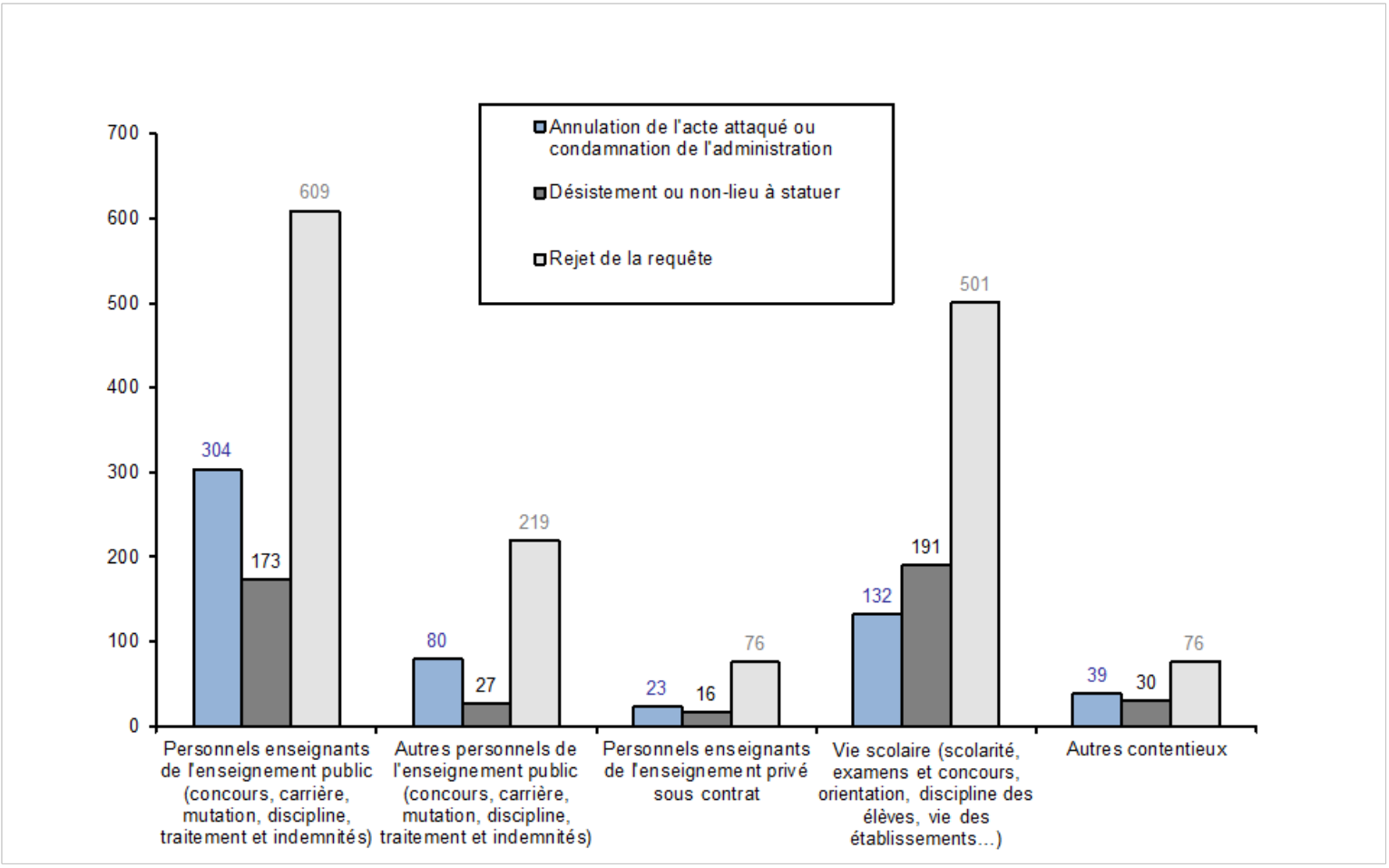
Ces décisions se répartissent ainsi : 63 % des procédures de référé introduites et jugées en 2018 correspondent à des demandes de suspension de l'exécution d'un acte, contre 69 % en 2017. Les autres procédures de référé sont des « *référés-libertés* » (19 % en 2018, 18 % en 2017), des « *référés-provisions* » (5 % en 2018, 4 % en 2017) ou des référés tendant à des constats, expertises ou instructions (13 % en 2018 contre 9 % en 2017).

**NOTE**
2. Le « *taux de couverture* » est le ratio entre le nombre d'affaires réglées et le nombre affaires enregistrées au cours d'une année. [retour]

**Tableau 5**
**Décisions rendues par les tribunaux administratifs en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Objet du contentieux | Annulation de l'acte attaqué ou condamnation de l'administration | Désistement ou non-lieu à statuer | Rejet de la requête | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| **Personnels enseignants de l'enseignement public** (concours, carrière, mutation, discipline, traitement et indemnités) | 304 | 173 | 609 | 1 086 |
| **Autres personnels de l'enseignement public** (concours, carrière, mutation, discipline, traitement et indemnités) | 80 | 27 | 219 | 326 |
| **Personnels enseignants de l'enseignement privé sous contrat** | 23 | 16 | 76 | 115 |
| **Vie scolaire** (scolarité, examens et concours, orientation, discipline des élèves, vie des établissements…) | 132 | 191 | 501 | 824 |
| **Autres contentieux** | 39 | 30 | 76 | 145 |
| TOTAL | 578 | 437 | 1 481 | 2 496 |

**Graphique du tableau 5**
**Décisions rendues par les tribunaux administratifs en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)




La part des décisions de rejet s'élève en 2018 à 59 % des décisions rendues, soit une proportion quasiment similaire à la moyenne constatée pour la période des vingt dernières années qui est de 60,5 %.

Les décisions donnant acte d'un désistement ou constatant un non-lieu à statuer représentent près de 18 % des décisions rendues en 2018, soit bien plus que les 13,5 % constatés en moyenne pour la période des vingt dernières années.

Enfin, la part des décisions prononçant une annulation et/ou une condamnation s'élève à 23 % des décisions rendues, soit un peu moins que la proportion de 26 % constatée en moyenne pour la période des vingt dernières années.

Par ailleurs, 60 % des académies ont recouru en 2018 à des transactions (cf. circulaire du Premier ministre n° 5524/SG du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les litiges), chiffre en progression puisqu'en 2017, seulement 50 % des académies avaient déjà recouru à des transactions.

Pour 2018, les sommes réclamées au titre des transactions s'élevait à 96 095 euros (contre 152 433 euros en 2017 et 91 259 euros en 2016). Le montant total des sommes payées à ce titreest de 74 009 euros, supérieur à celui des années précédentes (64 531 euros en 2017 et 63 705 euros en 2016).

Enfin, en 2018, pour l'ensemble des académies, les condamnations indemnitaires ont atteint un montant de 2 222 831 euros, en hausse par rapport aux années précédentes (1 774 529 euros en 2017 et 1 274 741 euros en 2016). Les sommes mises à la charge de l'État au titre des frais non compris dans les dépens, sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, ont également progressé, atteignant un montant de 467 811 euros (374 506 euros en 2017 et 256 261 euros en 2016).

**Tableau 6**
**Répartition par académie des jugements des tribunaux administratifs intervenus en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Annulation de l'acte attaqué ou condamnation de l'administration | Désistement ou non-lieu à statuer | Rejet de la requête | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Aix-Marseille | 18 | 34 | 38 | 90 |
| Amiens | 14 | 7 | 35 | 56 |
| Besançon | 5 | 3 | 52 | 60 |
| Bordeaux | 29 | 10 | 41 | 80 |
| Caen | 11 | 8 | 22 | 41 |
| Clermont-Ferrand | 1 | 3 | 13 | 17 |
| Corse | 0 | 3 | 5 | 8 |
| Créteil | 65 | 13 | 101 | 179 |
| Dijon | 4 | 7 | 49 | 60 |
| Grenoble | 40 | 26 | 66 | 132 |
| Guadeloupe | 9 | 11 | 20 | 40 |
| Guyane | 13 | 1 | 15 | 29 |
| Lille | 21 | 22 | 65 | 108 |
| Limoges | 2 | 6 | 10 | 18 |
| Lyon | 27 | 20 | 99 | 146 |
| Martinique | 6 | 2 | 14 | 22 |
| Mayotte | 7 | 12 | 33 | 52 |
| Montpellier | 24 | 12 | 50 | 86 |
| Nancy-Metz | 14 | 13 | 39 | 66 |
| Nantes | 17 | 23 | 45 | 85 |
| Nice | 6 | 11 | 38 | 55 |
| Nouvelle-Calédonie | 15 | 4 | 20 | 39 |
| Orléans-Tours | 19 | 7 | 79 | 105 |
| Paris | 21 | 23 | 63 | 107 |
| Poitiers | 19 | 1 | 27 | 47 |
| Polynésie française | 6 | 1 | 9 | 16 |
| Reims | 7 | 3 | 21 | 31 |
| Rennes | 15 | 25 | 63 | 103 |
| Réunion (La) | 13 | 13 | 27 | 53 |
| Rouen | 22 | 19 | 44 | 85 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 20 | 9 | 64 | 93 |
| Toulouse | 32 | 15 | 66 | 113 |
| Versailles | 53 | 69 | 133 | 255 |
| Wallis-et-Futuna | 1 | 0 | 0 | 1 |
| CNED | 2 | 1 | 15 | 18 |
| TOTAL | 578 | 437 | 1 481 | 2 496 |

**Graphique du tableau 6**

**Répartition par catégorie des jugements des tribunaux administratifs intervenus en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par les rectorats)

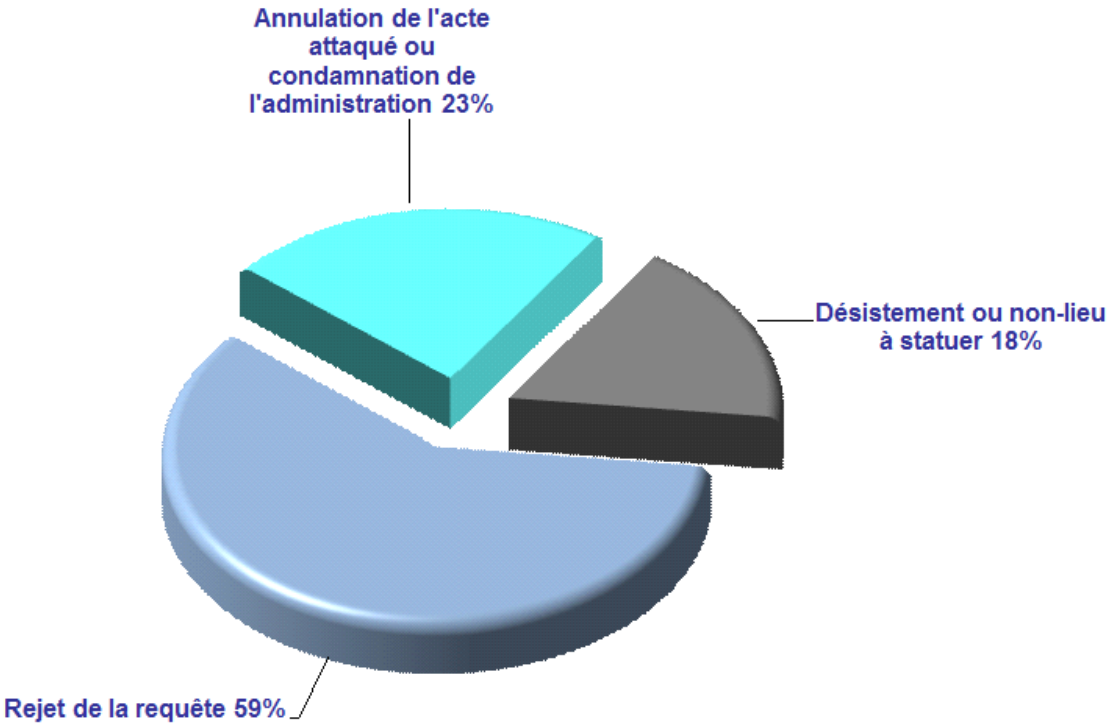



**Tableau 7**

**Répartition par académie et par catégorie des jugements rendus par les T.A. en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Annulation de l'acte attaqué ou condamn. de l'admin. | | | | | | Désistement ou non-lieu à statuer | | | | | | Rejet de la requête | | | | | | TOTAL GÉNÉRAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | Personnels enseignants (public) | Autres personnels (public) | Personnels enseignants (privé) | Vie scolaire | Autres | Total | |
| Aix-Marseille | 7 | 1 | 0 | 9 | 1 | 18 | 18 | 3 | 0 | 12 | 1 | 34 | 19 | 8 | 0 | 11 | 0 | 38 | 90 |
| Amiens | 6 | 5 | 0 | 3 | 0 | 14 | 1 | 0 | 0 | 6 | 0 | 7 | 17 | 4 | 0 | 14 | 0 | 35 | 56 |
| Besançon | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 | 2 | 2 | 0 | 48 | 0 | 52 | 60 |
| Bordeaux | 13 | 3 | 0 | 13 | 0 | 29 | 1 | 2 | 0 | 7 | 0 | 10 | 18 | 7 | 1 | 14 | 1 | 41 | 80 |
| Caen | 5 | 0 | 0 | 6 | 0 | 11 | 2 | 1 | 0 | 5 | 0 | 8 | 9 | 6 | 0 | 7 | 0 | 22 | 41 |
| Clermont-Ferrand | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 4 | 2 | 1 | 6 | 0 | 13 | 17 |
| Corse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 | 8 |
| Créteil | 46 | 11 | 0 | 8 | 0 | 65 | 3 | 0 | 0 | 9 | 1 | 13 | 64 | 11 | 4 | 22 | 0 | 101 | 179 |
| Dijon | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 4 | 5 | 0 | 0 | 2 | 0 | 7 | 24 | 6 | 0 | 17 | 2 | 49 | 60 |
| Grenoble | 17 | 8 | 5 | 7 | 3 | 40 | 10 | 0 | 0 | 14 | 2 | 26 | 38 | 6 | 2 | 18 | 2 | 66 | 132 |
| Guadeloupe | 4 | 4 | 0 | 1 | 0 | 9 | 7 | 0 | 2 | 2 | 0 | 11 | 9 | 4 | 3 | 3 | 1 | 20 | 40 |
| Guyane | 10 | 2 | 1 | 0 | 0 | 13 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 29 |
| Lille | 8 | 7 | 3 | 2 | 1 | 21 | 7 | 8 | 0 | 7 | 0 | 22 | 15 | 17 | 6 | 25 | 2 | 65 | 108 |
| Limoges | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 4 | 0 | 0 | 2 | 0 | 6 | 6 | 4 | 0 | 0 | 0 | 10 | 18 |
| Lyon | 13 | 5 | 0 | 9 | 0 | 27 | 1 | 1 | 1 | 16 | 1 | 20 | 37 | 15 | 10 | 36 | 1 | 99 | 146 |
| Martinique | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 6 | 3 | 0 | 1 | 4 | 14 | 22 |
| Mayotte | 6 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 | 3 | 0 | 0 | 9 | 0 | 12 | 12 | 7 | 0 | 0 | 14 | 33 | 52 |
| Montpellier | 15 | 6 | 1 | 2 | 0 | 24 | 11 | 0 | 1 | 0 | 0 | 12 | 21 | 9 | 5 | 12 | 3 | 50 | 86 |
| Nancy-Metz | 5 | 4 | 0 | 4 | 1 | 14 | 2 | 0 | 0 | 8 | 3 | 13 | 9 | 6 | 0 | 22 | 2 | 39 | 66 |
| Nantes | 14 | 1 | 1 | 1 | 0 | 17 | 8 | 2 | 0 | 13 | 0 | 23 | 24 | 4 | 3 | 14 | 0 | 45 | 85 |
| Nice | 1 | 2 | 0 | 3 | 0 | 6 | 5 | 0 | 0 | 6 | 0 | 11 | 13 | 7 | 2 | 14 | 2 | 38 | 55 |
| Nouvelle-Calédonie | 14 | 0 | 0 | 0 | 1 | 15 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 19 | 0 | 1 | 0 | 0 | 20 | 39 |
| Orléans-Tours | 14 | 1 | 0 | 4 | 0 | 19 | 2 | 0 | 0 | 5 | 0 | 7 | 33 | 13 | 2 | 30 | 1 | 79 | 105 |
| Paris | 9 | 2 | 1 | 9 | 0 | 21 | 12 | 2 | 0 | 9 | 0 | 23 | 15 | 11 | 1 | 36 | 0 | 63 | 107 |
| Poitiers | 14 | 2 | 0 | 3 | 0 | 19 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | 2 | 0 | 15 | 0 | 27 | 47 |
| Polynésie française | 4 | 0 | 0 | 0 | 2 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 | 1 | 0 | 0 | 1 | 9 | 16 |
| Reims | 5 | 1 | 0 | 1 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 | 6 | 1 | 1 | 12 | 1 | 21 | 31 |
| Rennes | 4 | 1 | 0 | 10 | 0 | 15 | 7 | 1 | 2 | 13 | 2 | 25 | 10 | 5 | 5 | 35 | 8 | 63 | 103 |
| Réunion (La) | 6 | 1 | 0 | 5 | 1 | 13 | 7 | 2 | 1 | 2 | 1 | 13 | 13 | 4 | 1 | 5 | 4 | 27 | 53 |
| Rouen | 3 | 0 | 0 | 1 | 18 | 22 | 0 | 0 | 0 | 4 | 15 | 19 | 7 | 8 | 0 | 14 | 15 | 44 | 85 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 9 | 3 | 8 | 0 | 0 | 20 | 2 | 1 | 6 | 0 | 0 | 9 | 26 | 17 | 21 | 0 | 0 | 64 | 93 |
| Toulouse | 17 | 4 | 2 | 2 | 7 | 32 | 7 | 0 | 0 | 5 | 3 | 15 | 29 | 1 | 4 | 21 | 11 | 66 | 113 |
| Versailles | 27 | 2 | 0 | 24 | 0 | 53 | 35 | 4 | 3 | 27 | 0 | 69 | 68 | 23 | 3 | 39 | 0 | 133 | 255 |
| Wallis-et-Futuna | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| CNED | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0 | 10 | 1 | 15 | 18 |
| TOTAL | 304 | 80 | 23 | 132 | 39 | 578 | 173 | 27 | 16 | 191 | 30 | 437 | 609 | 219 | 76 | 501 | 76 | 1 481 | 2 496 |

Si 23 % des instances au fond ont conduit en 2018 à l'annulation d'un acte et/ou à la condamnation de l'administration à payer une somme d'argent, seuls 15 % des référés-suspension ont abouti à la suspension de la décision attaquée cette même année, contre 16 % en 2017 et 18 % en 2016. Il en est allé de même pour les procédures de référé-liberté. En revanche, la proportion des ordonnances favorables au requérant a été beaucoup plus élevée en matière de référé tendant à la condamnation au versement d'une provision (24 % en 2018) et de référé tendant à des constats, expertises et instructions (26 % en 2018 contre 39 % en 2017 comme en 2016). Dans ces procédures d'urgence jugées rapidement, les désistements et les non-lieux à statuer n'ont représenté que 12 % des décisions rendues.

Tableau 8

**Ordonnances de référé rendues par les J.R.T.A. en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Procédure | Mesure prononcée | Désistement ou non-lieu à statuer | Rejet de la requête | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Référé-suspension | 50 | 26 | 255 | 331 |
| Référé-liberté | 13 | 15 | 74 | 102 |
| Référé-provision | 6 | 6 | 13 | 25 |
| Autres référés | 17 | 16 | 33 | 66 |
| TOTAL | 86 | 63 | 375 | 524 |

**Graphique du tableau 8**
**Ordonnances de référé rendues par les J.R.T.A. en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

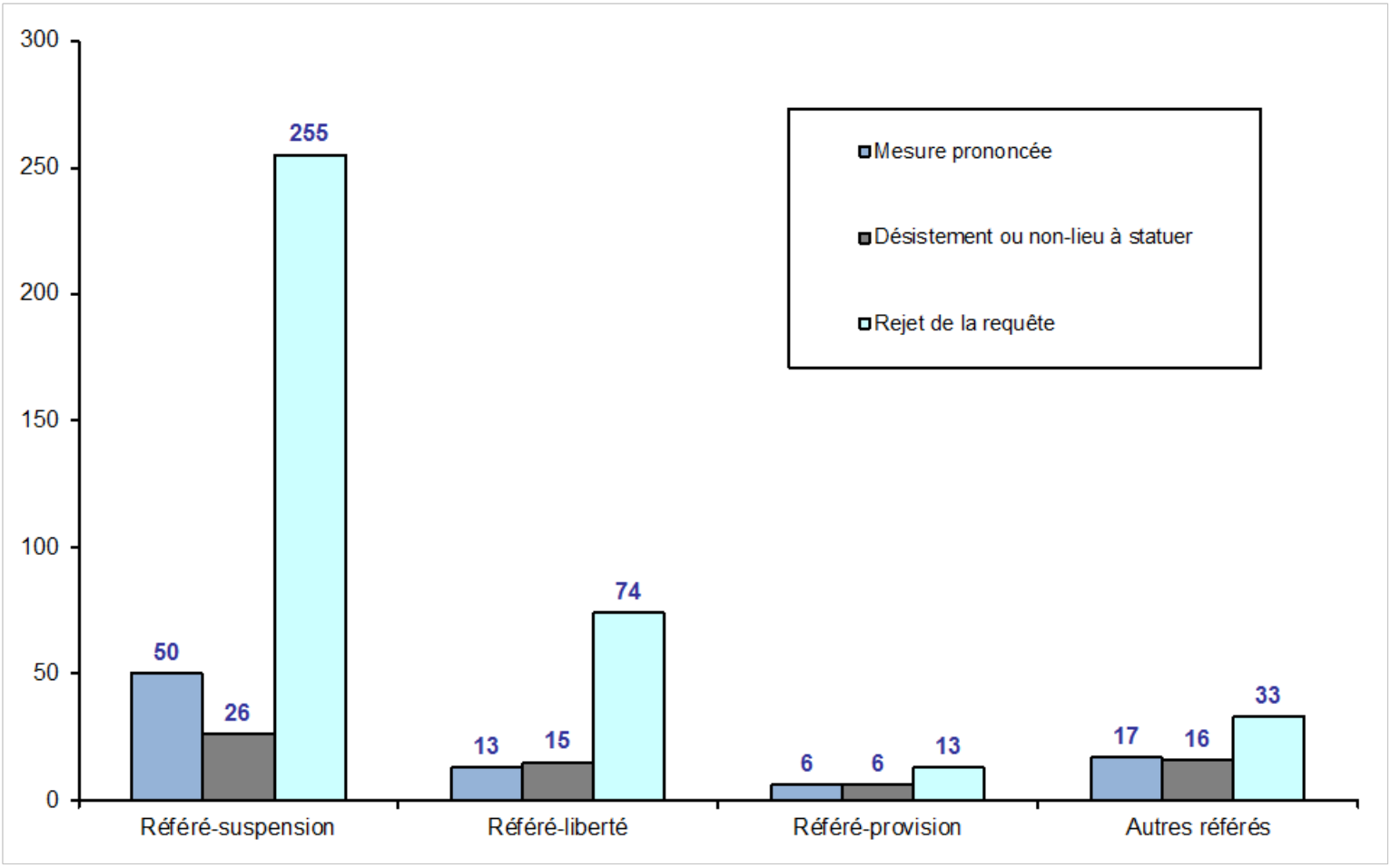



**Tableau 9**
**Répartition par académie et par catégorie de procédure d'urgence des ordonnances de référé rendues en 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Requête satisfaite | | | | | Désistement ou non-lieu à statuer | | | | | Rejet de la requête | | | | | TOTAL GÉNÉRAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référé-suspension | Référé-liberté | Référé-provision | Autres référés | Total | Référé-suspension | Référé-liberté | Référé-provision | Autres référés | Total | Référé-suspension | Référé-liberté | Référé-provision | Autres référés | Total | |
| Aix-Marseille | 0 | 4 | 0 | 1 | 5 | 2 | 3 | 0 | 1 | 6 | 10 | 5 | 0 | 1 | 16 | 27 |
| Amiens | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 1 | 0 | 0 | 7 | 7 |
| Besançon | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 36 | 0 | 2 | 40 | 42 |
| Bordeaux | 5 | 0 | 0 | 3 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 4 | 12 |
| Caen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 |
| Clermont-Ferrand | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 | 3 |
| Corse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créteil | 14 | 2 | 1 | 0 | 17 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 54 | 2 | 0 | 1 | 57 | 75 |
| Dijon | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 1 | 9 | 11 |
| Grenoble | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 6 | 2 | 0 | 0 | 8 | 16 |
| Guadeloupe | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2 | 6 | 2 | 1 | 2 | 4 | 9 | 16 |
| Guyane | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 6 |
| Lille | 2 | 1 | 0 | 1 | 4 | 2 | 1 | 0 | 1 | 4 | 7 | 4 | 0 | 4 | 15 | 23 |
| Limoges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 |
| Lyon | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 3 | 11 | 1 | 3 | 1 | 16 | 20 |
| Martinique | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 2 | 0 | 6 | 8 |
| Mayotte | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 | 0 | 1 | 0 | 19 | 21 |
| Montpellier | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 3 | 0 | 0 | 10 | 13 |
| Nancy-Metz | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 2 | 1 | 1 | 4 | 10 |
| Nantes | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 7 | 2 | 0 | 1 | 10 | 14 |
| Nice | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 1 | 0 | 1 | 9 | 9 |
| Nouvelle-Calédonie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 |
| Orléans-Tours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 8 | 0 | 0 | 2 | 10 | 12 |
| Paris | 0 | 0 | 2 | 1 | 3 | 2 | 0 | 0 | 2 | 4 | 13 | 1 | 0 | 2 | 16 | 23 |
| Poitiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 |
| Polynésie française | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 | 2 |
| Reims | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Rennes | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 16 | 1 | 1 | 2 | 20 | 24 |
| Réunion (La) | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 7 |
| Rouen | 9 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 | 7 | 3 | 0 | 0 | 10 | 26 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | 1 | 0 | 0 | 10 | 13 |
| Toulouse | 2 | 1 | 0 | 3 | 6 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 12 | 2 | 1 | 1 | 16 | 24 |
| Versailles | 9 | 1 | 0 | 0 | 10 | 3 | 2 | 3 | 0 | 8 | 20 | 4 | 1 | 2 | 27 | 45 |
| Wallis-et-Futuna | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNED | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 50 | 13 | 6 | 17 | 86 | 26 | 15 | 6 | 16 | 63 | 255 | 74 | 13 | 33 | 375 | 524 |

Enfin, 28 jugements des tribunaux administratifs ont fait l'objet d'une demande d'exécution adressée à la juridiction. Ce nombre de demandes d'exécution a nettement augmenté, passant de 13 en 2015, 19 en 2016, et 23 en 2017, à 28 en 2018, soit une hausse de 22 % entre 2017 et 2018, comparable à la hausse générale de 21 % constatée par les tribunaux administratifs. Toutefois, l'augmentation de ce taux « *ne signifie pas nécessairement que l'administration exécute de manière moins satisfaisante ou moins rapide ces jugements* » ainsi que le précise le rapport d'activité 2019 du Conseil d'État (p. 178).

Les demandes d'exécution ont majoritairement abouti à un classement administratif : 20 classements sur 28 demandes d'exécution en 2018, contre 5 en 2015, 9 en 2016 et 15 en 2017.

Le taux des procédures juridictionnelles d'exécution concernant des décisions d'annulation ou de condamnation demeure ainsi très faible en 2018 : 1,4 % (1,5 % en 2015, 1,8 % en 2016 et 1,3 % en 2017), ce qui montre que les décisions des tribunaux administratifs continuent à être bien exécutées par les académies.

Enfin, les décisions rendues par les juridictions de l'ordre judiciaire sur des litiges concernant des agents recrutés par contrat aidé ont été le plus souvent défavorables aux établissements publics locaux d'enseignement. Ainsi, 72 % des litiges portés devant les conseils de prud'hommes ont abouti à la condamnation de l'établissement scolaire employeur (contre 87 % en 2013, 74 % en 2014, 72 % en 2015, 74 en 2016 et 70 % en 2017), tandis que 94 % des appels interjetés par les établissements se sont conclus par une confirmation des jugements qui les avaient condamnés (contre 94 % en 2013, 96 % en 2014, 66 % en 2015, 92 % en 2016 et 83 % en 2017). Les condamnations indemnitaires prononcées par les juridictions de l'ordre judiciaire dans ces litiges se sont élevées en 2018 à un montant proche de 955 500 euros, supérieur à celui de 2017 (786 000 euros) mais largement inférieur aux années précédentes (1 950 300 euros en 2016, 2 100 000 euros en 2015 et 5 800 000 euros en 2014).

**Tableau 10**
**Décisions juridictionnelles rendues en 2018 sur des litiges concernant des agents en contrat aidé – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

| Niveau de juridiction | Condamnation de l'E.P.L.E. | Désistement ou non-lieu à statuer | Rejet de la requête | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Jugements rendus par des conseils de prud'hommes | 63 | 5 | 19 | 87 |
| Arrêts rendus par des cours d'appel (requêtes des agents en contrat aidé) | 15 | 0 | 9 | 24 |
| Arrêts rendus par des cours d'appel (requêtes des E.P.L.E.) | 30 | 0 | 2 | 32 |
| Arrêts rendus par la Cour de cassation (sur pourvoi des agents en contrat aidé) | 0 | 1 | 6 | 7 |
| Arrêts rendus par la Cour de cassation (sur pourvoi des E.P.L.E.) | 1 | 2 | 0 | 3 |
| TOTAL | 109 | 8 | 36 | 153 |

**Graphique du tableau 10**
**Décisions juridictionnelles rendues en 2018 sur des litiges concernant des agents en contrat aidé – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par les rectorats)

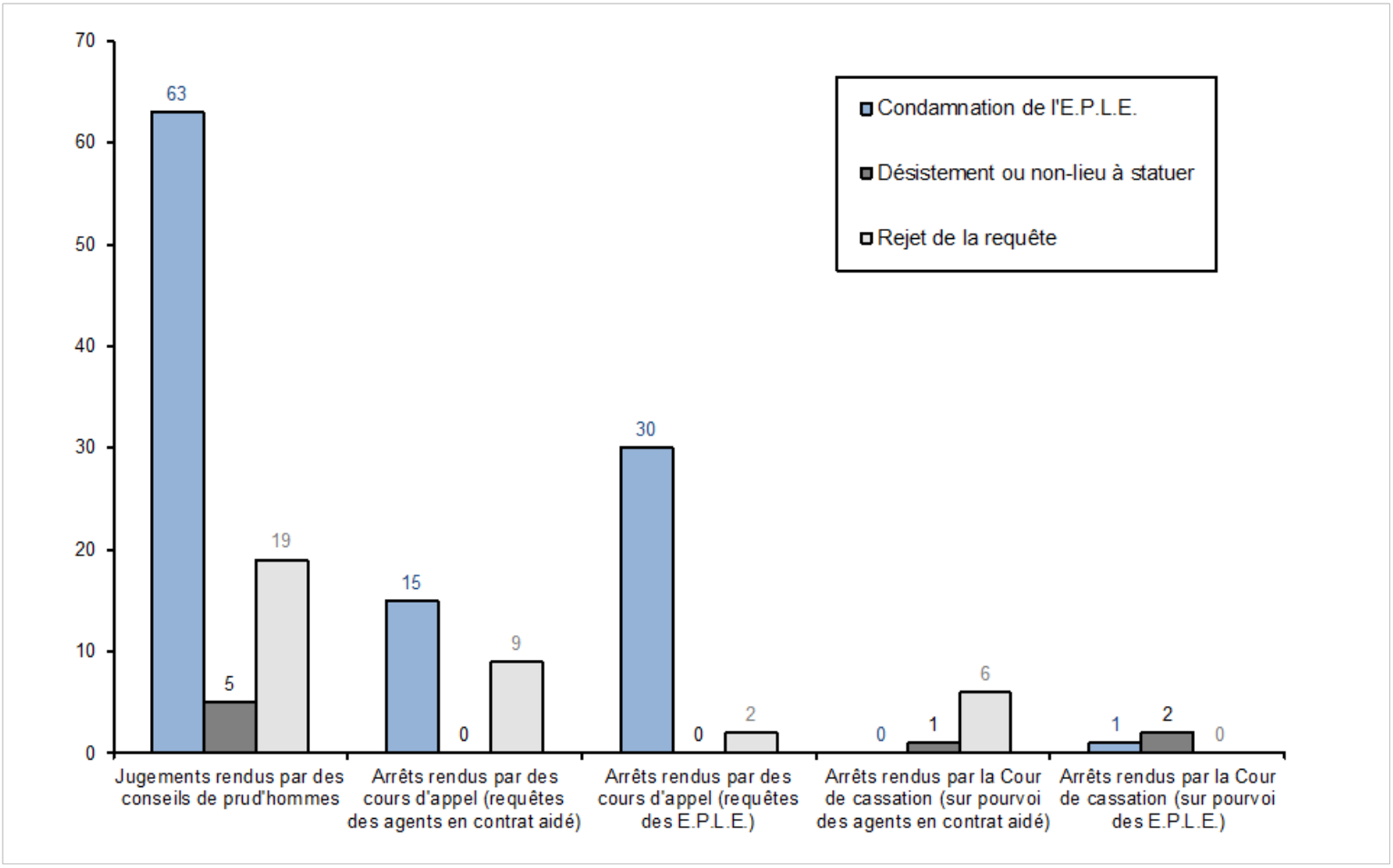



**Tableau 11**

**Répartition par académie des décisions juridictionnelles rendues en 2018 sur des litiges concernant des agents en contrat aidé – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par les rectorats)

| Académies | Condamnation de l'E.P.L.E. | | | | | | Désistement ou non-lieu à statuer | | | | | | Rejet de la requête | | | | | | TOTAL GÉNÉRAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total | Agents devant conseils de prud. | Agents devant cours d'appel | E.P.L.E. devant cours d'appel | Agents devant Cour de cass. | E.P.L.E. devant Cour de cass. | Total | |
| Aix-Marseille | 18 | 1 | 23 | 0 | 0 | 42 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 45 |
| Amiens | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| Besançon | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Bordeaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 2 |
| Caen | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Clermont-Ferrand | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Corse | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Créteil | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 |
| Dijon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Grenoble | 12 | 1 | 1 | 0 | 0 | 14 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 |
| Guadeloupe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Guyane | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Lille | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 10 |
| Limoges | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Lyon | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 | 9 |
| Martinique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mayotte | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montpellier | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Nancy-Metz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 |
| Nantes | 2 | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 7 |
| Nice | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 | 0 | 8 | 9 |
| Nouvelle-Calédonie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Orléans-Tours | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Paris | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Poitiers | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 | 7 | 8 |
| Polynésie française | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reims | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Rennes | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 |
| Réunion (La) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rouen | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| St-Pierre-et-Miquelon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Strasbourg | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Toulouse | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Versailles | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Wallis-et-Futuna | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CNED | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 63 | 15 | 30 | 0 | 1 | 109 | 5 | 0 | 0 | 1 | 2 | 8 | 19 | 9 | 2 | 6 | 0 | 36 | 153 |

## Le contentieux de l'enseignement scolaire traité par l'administration centrale (sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)

Il convient de préciser que ne sont pas inclus dans ce bilan les contentieux relatifs au droit à pension civile de retraite, traités par le service des retraites de l'éducation nationale (SREN) ou celui des retraites de l'État (S.R.E. : relevant du ministère chargé du budget), en application de l'article R.* 66 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

### AUGMENTATION DU NOMBRE DE RECOURS INTRODUITS EN 2018

S'agissant des contentieux traités par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire de la direction des affaires juridiques, l'augmentation du nombre de nouveaux recours introduits en 2018 à tous les niveaux de juridiction (497 en 2018 contre 439 en 2017, soit + 13 %) inverse la tendance à la diminution constatée en 2017 (- 5 %) et 2016 (- 6%).

Ce nombre de 497 nouveaux recours reste cependant très inférieur au nombre moyen annuel de 701 nouveaux recours constaté pour la période des vingt dernières années, moyenne élevée qui s'explique par les contentieux de série des années 1999 à 2001 (obligations de service des professeurs de lycée professionnel et cotisations de prévoyance des maîtres de l'enseignement privé sous contrat) et 2003 à 2006 (admission anticipée à la retraite pour les pères de trois enfants).

### Devant les tribunaux administratifs

Le nombre de nouveaux recours à l'encontre de décisions ministérielles introduits devant les tribunaux administratifs est passé de 160 en 2017 à 207 en 2018, soit une augmentation de 39 %. Le nombre des recours enregistrés en 2018 demeure inférieur à la moyenne des vingt dernières années (347 nouveaux recours).

Sur la même période, 40 référés ont été enregistrés, dont 88 % de référés-suspension (35 procédures). Les autres procédures de référé introduites en 2018 sont 3 « *référés-provisions* », 1 référé tendant à des constats, expertises ou instructions et 1 « *référé précontractuel* » en matière de passation de contrats et de marché.

Pour la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire, les requêtes en référé représentent près de 20 % des nouveaux recours présentés en 2018 devant les tribunaux administratifs, chiffre comparable à celui constaté pour les services juridiques académiques.

### Devant les cours administratives d'appel

Le nombre de contentieux enregistrés devant les cours administratives d'appel demeure stable : 232 en 2018 comme en 2017, après deux diminutions de 7 % et 10 % constatées respectivement en 2017 et 2016.

Cette stabilisation est à comparer avec le bilan général des cours administratives d'appel qui, tous contentieux confondus, ont enregistré en 2018 une augmentation de 8 % du nombre de nouvelles requêtes par rapport à 2017, malgré une diminution de 1 % du contentieux de la fonction publique (cf. rapport d'activité du Conseil d'État, p. 43).

Cinq de ces 232 nouveaux recours relèvent de procédures juridictionnelles d'exécution présentées sur le fondement de l'article R. 921-6 du code de justice administrative.

Parmi ceux-ci, 224 nouveaux recours portent sur la contestation de jugements rendus dans des instances pour lesquelles la défense de l'État a été assurée par les services juridiques académiques.

Parmi les recours enregistrés devant les cours administratives d'appel, ceux interjetés par des usagers ou des personnels du service public de l'enseignement scolaire ont diminué de 6,5 % (201 recours en 2018 contre 215 recours en 2017), confirmant ainsi les diminutions de 6 % en 2017 et de 4 % en 2016, pour une moyenne sur les vingt dernières années de 211 requêtes annuelles. 193 de ces appels concernaient des jugements mettant en cause des décisions déconcentrées, contre 8 mettant en cause des décisions ministérielles. 11 appels enregistrés en 2018 ont été rejetés directement par ordonnance par les cours administratives d'appel.

On constate en revanche une augmentation importante du nombre d'appels interjetés par le ministre de l'éducation nationale, avec 31 recours en 2018, contre 17 en 2017, 21 en 2016, 39 en 2015 et 36 en 2014. Le nombre moyen annuel de requêtes d'appel formées par l'administration centrale s'élève ainsi à 29 pour la période courant de 2014 à 2018, à 26 pour la période courant de 2004 à 2013, et enfin à 31 pour les vingt dernières années. Ces moyennes tempèrent donc la nette augmentation constatée en 2018.

Les 31 appels interjetés en 2018 ont été formés contre des jugements statuant sur des décisions déconcentrées.

### Devant le Conseil d'État

Le nombre de nouveaux recours devant le Conseil d'État augmente encore sensiblement avec 54 recours en 2018, après 45 recours en 2017 et 34 en 2016, mais il demeure toutefois très inférieur au nombre moyen annuel de nouveaux recours devant le Conseil d'État constaté au cours des vingt dernières années (82 par an). Cette augmentation contraste avec la baisse de 3 % des nouvelles affaires enregistrées, toutes matières contentieuses confondues, par le Conseil d'État en 2018 (9 563 nouvelles affaires) par rapport à 2017 (9 864 nouvelles affaires).

Ce nombre de 54 nouveaux recours ne prend pas en compte les pourvois en cassation exercés par des usagers ou des personnels rejetés au terme de la procédure préalable d'admission des pourvois en cassation prévue à l'article L. 822-1 du code de justice administrative (environ une cinquantaine par an, donnée stable sur les treize dernières années).

Sur ces 54 recours, 16 l'ont été devant le Conseil d'État en sa qualité de juge de premier et dernier ressort. Ce nombre est inférieur à la moyenne de 38 nouveaux recours par an pour la période des vingt dernières années. Aucune question prioritaire de constitutionnalité n'a été déposée en 2018 pour la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire.

Le nombre de pourvois en cassation formés par le ministre de l'éducation nationale a sensiblement augmenté, passant de 8 en 2017 à 19 en 2018, soit presque autant que la moyenne annuelle des nouveaux recours pour la période des vingt dernières années (18 pourvois). Cette forte progression s'explique par une série de 8 pourvois relatifs à des fermetures de classe et à des retraits d'emploi dans l'enseignement du premier degré. Cette série mise à part, on constate donc une stabilité du nombre de pourvois depuis 2014 (11 en 2014, 6 en 2015, 7 en 2016, 8 en 2017 et 11 en 2018).

Le nombre de pourvois en cassation introduits par des usagers ou des personnels du service public de l'éducation est resté stable : 19 en 2018, 21 en 2017 (contre 31 pourvois en moyenne annuelle sur les 20 dernières années).

Enfin, 6 des 19 pourvois formés en 2018 par le ministre avaient pour objet de contester des ordonnances rendues par des juges de référé de tribunaux administratifs suspendant l'exécution d'un acte tandis que 8 des 19 recours étaient présentés par des usagers ou des personnels du service public de l'éducation (5 pourvois contre un référé-suspension et 3 appels contre un référé-liberté).

### Devant le Tribunal des conflits

À nouveau, en 2018, et alors qu'elle n'avait plus eu à intervenir dans de tels litiges entre 2013 et 2016, la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire a été amenée à produire des observations dans des instances engagées devant le Tribunal des conflits (4 instances en 2018, 2 instances en 2017).

## STABILISATION DU NOMBRE DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

Le nombre de décisions juridictionnelles rendues en 2018 pour les contentieux traités à tous les niveaux de juridiction par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire est resté globalement stable (467 décisions rendues en 2018, 464 en 2017), après des périodes alternant des flux et reflux (+ 7,5 % en 2017, + 9 % en 2016, - 5 % en 2014, - 24 % en 2013, + 14 % en 2012 et - 8 % en 2011).

Le nombre de décisions rendues par des tribunaux administratifs a, pour sa part, nettement diminué (162 en 2018 contre 190 en 2017, soit - 15 %), alors que le nombre d'arrêts rendus par les cours administratives d'appel a augmenté, passant de 242 en 2017 à 253 en 2018 (+ 5 %).

Le nombre de décisions rendues par le Conseil d'État a également augmenté : 49 en 2018 (contre 32 en 2017 et 37 en 2016), dont 15 décisions pour le premier ressort (16 en 2017) et respectivement 32 et 2 décisions pour la cassation et l'appel (16 et 0 en 2017).

Le nombre total de décisions juridictionnelles rendues en 2018 (467 décisions) reste très inférieur au nombre moyen annuel de décisions rendues par les juridictions administratives au cours des vingt dernières années qui s'élève à 733.

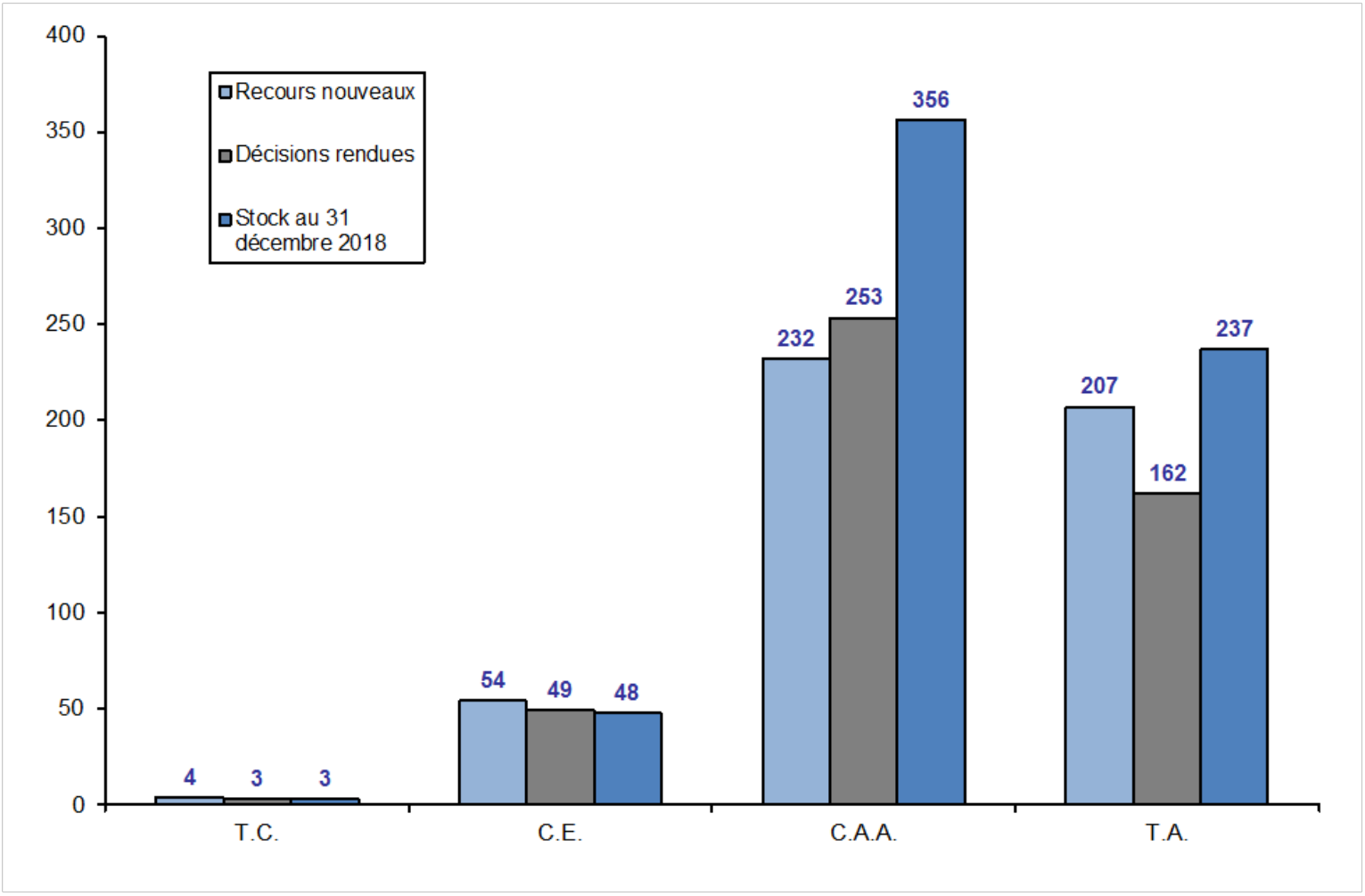
Soixante-deux de ces 467 décisions juridictionnelles ont été rendues dans le cadre de procédures de référé : 40 par les tribunaux administratifs, 2 par le Conseil d'État saisi en qualité de juge de premier et dernier ressort, 6 par des cours administratives d'appel, 12 par le Conseil d'État saisi en qualité de juge de cassation et 2 par le Conseil d'État saisi en qualité de juge d'appel.

Enfin, 5 décisions ont été rendues en 2018 en matière d'exécution d'une décision de justice (2 par des tribunaux administratifs et 3 par des cours administratives d'appel). Les cours administratives d'appel ont, en outre, statué sur 3 demandes de sursis à exécution d'une décision juridictionnelle.

**Tableau 12**
**Recours nouveaux, décisions juridictionnelles rendues en 2018 et stock au 31 décembre 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)

| Juridiction | | Recours nouveaux | Décisions rendues | Stock au 31 décembre 2018 |
|---|---|---|---|---|
| T.C. | | 4 | 3 | 3 |
| C.E. | 1er ressort (réglementaire) | 14 | 12 | 13 |
| | 1er ressort (non réglementaire) | 2 | 3 | 3 |
| | Cassation (MEN en défense) | 19 | 18 | 19 |
| | Cassation (pourvoi formé par le MEN) | 19 | 16 | 13 |
| C.E. | | 54 | 49 | 48 |
| C.A.A. | Appel (MEN en défense) | 201 | 235 | 308 |
| | Appel formé par le MEN | 31 | 18 | 48 |
| C.A.A. | | 232 | 253 | 356 |
| T.A. | | 207 | 162 | 237 |
| TOTAL | | 497 | 467 | 644 |

**Graphique du tableau 12**
**Recours nouveaux, décisions juridictionnelles rendues en 2018 et stock au 31 décembre 2018 – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)




## SENS DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

### Par les tribunaux administratifs

Devant les tribunaux administratifs, le taux des décisions favorables à l'administration (désistements et non-lieux à statuer inclus) s'élève à 75 % des jugements rendus conforme à la moyenne de 77 % constatée pour la période des douze dernières années, contre 63 % pour la période des vingt dernières années.

Ce taux est identique pour les procédures de référé dont la défense de l'État a été assurée par l'administration centrale (avec 18 décisions favorables sur 40). Par ailleurs, une phase juridictionnelle d'exécution sur deux a abouti à une condamnation de l'administration.

### Par les cours administratives d'appel

Devant les cours administratives d'appel, le taux des décisions favorables à l'administration (désistements et non-lieux à statuer inclus) s'élève à 78 % des arrêts rendus, soit le même pourcentage que celui constaté en moyenne annuelle pour la période des vingt dernières années. Ce taux varie selon l'identité de l'appelant : 80 % lorsque l'appel a été interjeté par des usagers ou des personnels du service public de l'enseignement scolaire et 50 % lorsque l'appel a été interjeté par l'administration.

Les 3 demandes ayant donné lieu à l'ouverture d'une procédure juridictionnelle d'exécution d'une décision juridictionnelle jugées en 2018 par des cours ont été rejetées.

### Par le Conseil d'État

Indépendamment des décisions de non-admission des pourvois en cassation, la part des décisions favorables à l'administration (désistements et non-lieux à statuer inclus) a augmenté (78 % en 2018 contre 63 % en 2017, 75 % en 2016 et 76 % en 2015). Elle est supérieure à la moyenne annuelle de 67 % constatée pour cette catégorie de décisions juridictionnelles au cours de la période des vingt dernières années. Ce taux varie cependant selon que le Conseil d'État statue en premier et dernier ressort ou en qualité de juge de cassation.

Ainsi, 80 % des 15 décisions rendues en 2018 par le Conseil d'État en premier et dernier ressort ont été favorables à l'administration, proportion supérieure à la moyenne annuelle pour la période des vingt dernières années, qui s'élève à 67 %. Ce taux est de 77 % pour les décisions rendues par le Conseil d'État en qualité de juge de cassation.

Quatorze des 16 décisions rendues par le Conseil d'État sur des pourvois en cassation formés par le ministre ont été favorables.

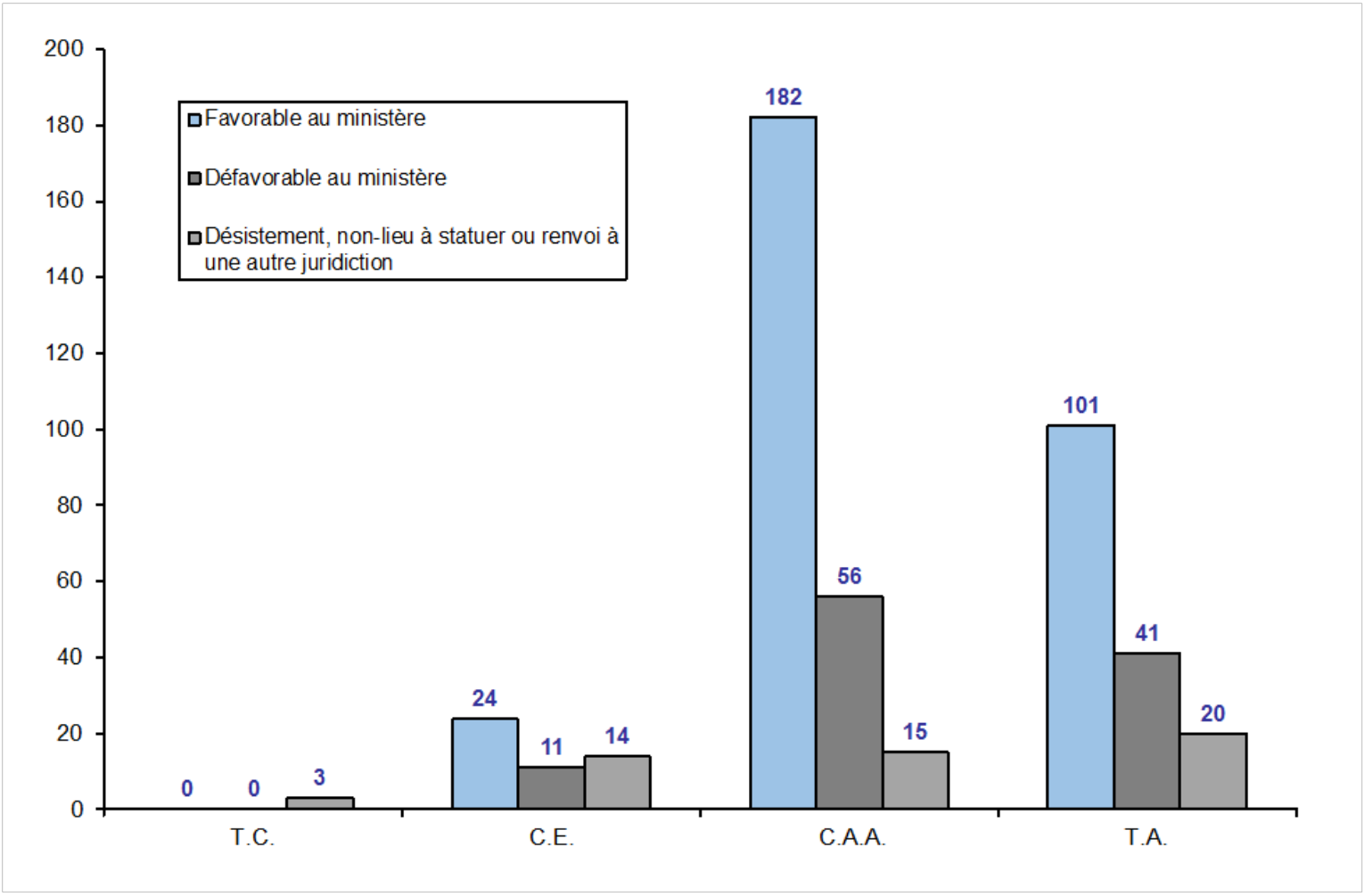
En matière de référé, un seul des 5 pourvois en cassation formés par des usagers et des personnels contre des ordonnances rendues dans le cadre d'une procédure de référé-suspension a débouché sur une annulation de la décision rendue en première instance par le juge des référés, les 4 autres pourvois étant rejetés.

**Tableau 13**

**Répartition des décisions juridictionnelles rendues en 2018 selon leur sens – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)

| Juridiction | | Favorable au ministère | Défavorable au ministère | Désistement, non-lieu à statuer ou renvoi à une autre juridiction | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| T.C. | | 0 | 0 | 3 | 3 |
| % | | 0% | 0% | 100% | 1% |
| C.E. en 1er ressort | Réglementaire | 6 | 3 | 3 | 12 |
| | Non réglementaire | 2 | 0 | 1 | 3 |
| C.E. Cass. | MEN en défense | 10 | 6 | 2 | 18 |
| | Pourvoi formé par le MEN | 6 | 2 | 8 | 16 |
| C.E. | | 24 | 11 | 14 | 49 |
| % | | 49% | 22% | 29% | 10% |
| C.A.A. | MEN en défense | 173 | 47 | 15 | 235 |
| | Appel formé par le MEN | 9 | 9 | 0 | 18 |
| C.A.A. | | 182 | 56 | 15 | 253 |
| % | | 59% | 52% | 29% | 54% |
| T.A. | | 101 | 41 | 20 | 162 |
| % | | 33% | 38% | 38% | 35% |
| TOTAL | | 307 | 108 | 52 | 467 |
| % | | 100% | 100% | 100% | 100% |

**Graphique du tableau 13**
**Répartition des décisions juridictionnelles rendues en 2018 selon leur sens – Enseignement scolaire**
(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)




## RÉPARTITION THÉMATIQUE DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

Le contentieux du service public de l'enseignement scolaire reste, pour l'essentiel, un contentieux des relations du travail, ce que manifeste la proportion des décisions rendues dans le cadre d'un litige opposant l'administration à ses personnels, supérieure à 80 % (386 décisions concernant des personnels de l'enseignement public et 6, des personnels de l'enseignement privé sous contrat, pour un total de 467 décisions), en diminution par rapport à 2017 (environ 9 décisions sur 10).

En revanche si l'on regroupe les décisions juridictionnelles intervenues dans des affaires suivies par l'administration centrale et celles suivies par les services déconcentrés, le contentieux de la fonction publique ne représente plus que 65 % des litiges (1 919 décisions sur un total de 2 963).

En 2018, l'ensemble de ce contentieux a diminué en proportion de 3 %.

Le nombre de décisions juridictionnelles rendues en matière d'organisation du service a sensiblement augmenté (12 en 2018 contre 4 en 2017), alors que le nombre des décisions concernant des usagers du service public de l'enseignement scolaire a diminué (2 en 2018 contre 8 en 2017). Parallèlement, les décisions rendues dans les litiges en matière de vie scolaire ont nettement augmenté, pour les affaires traitées par l'administration centrale (50 décisions en 2018 contre 18 en 2017), comme par les services juridiques académiques (935 recours en 2018 contre 849 en 2017 et 784 en 2016 ; 824 décisions en 2018 contre 780 en 2017 et 684 en 2016).

Administrations centrale et rectorales confondues, les 1 919 décisions rendues en 2018 sur des litiges en matière de personnels se répartissent ainsi : 87 % des décisions rendues le sont par des tribunaux administratifs, 12 % par des cours administratives d'appel et 1 % par le Conseil d'État. Les proportions sont comparables s'agissant des décisions statuant sur des contentieux en matière de vie scolaire (95 % par des tribunaux, 3 % par des cours administratives d'appel et 2 % par le Conseil d'État). Une différence notable entre les deux matières apparaît cependant dans le taux de décisions d'appel, qui ne s'explique pourtant pas par une différence dans le sens des décisions de première instance (59 % des décisions rendues en matière de personnels sont favorables, contre 61 % en matière de vie scolaire).

**Tableau 14**

**Répartition thématique et par juridiction des nouveaux recours et des décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Enseignement scolaire**

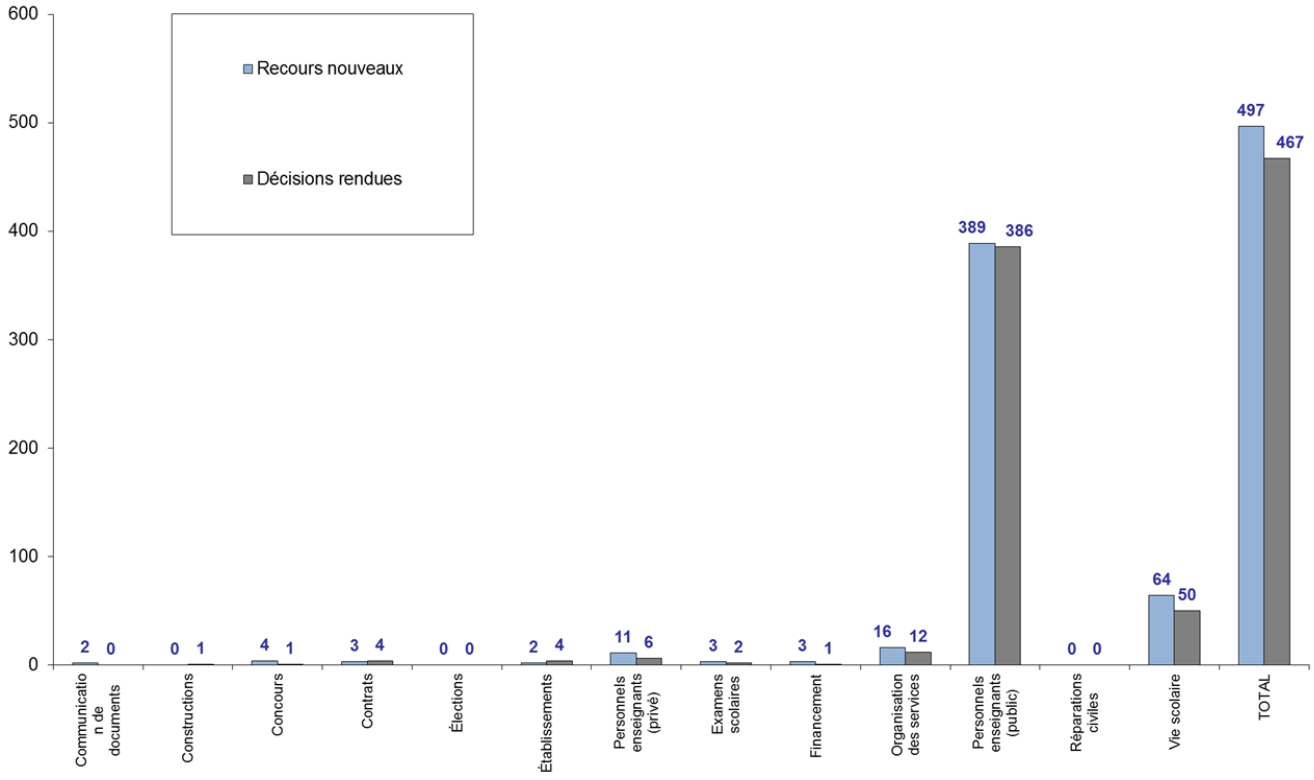
(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)

| Thème des recours introduits et jugés | Nouveaux recours introduits en 2018 | | | | | Décisions rendues en 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | T.A. | C.A.A. | C.E. / T.C. | Total | % | T.A. | C.A.A. | C.E. / T.C. | Total | % |
| Communication de documents | 2 | 0 | 0 | 2 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Constructions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 1 | 0 | 0 | 1 | 0% |
| Concours | 3 | 1 | 0 | 4 | 1% | 0 | 0 | 1 | 1 | 0% |
| Contrats | 2 | 0 | 1 | 3 | 1% | 3 | 0 | 1 | 4 | 1% |
| Élections | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Établissements | 0 | 1 | 1 | 2 | 0% | 0 | 0 | 4 | 4 | 1% |
| Personnels enseignants (privé) | 0 | 6 | 5 | 11 | 2% | 1 | 3 | 2 | 6 | 1% |
| Examens scolaires | 2 | 1 | 0 | 3 | 1% | 2 | 0 | 0 | 2 | 0% |
| Financement | 0 | 3 | 0 | 3 | 1% | 0 | 1 | 0 | 1 | 0% |
| Organisation des services | 0 | 6 | 10 | 16 | 3% | 2 | 0 | 10 | 12 | 3% |
| Personnels enseignants (public) | 178 | 186 | 25 | 389 | 78% | 147 | 222 | 17 | 386 | 83% |
| Réparations civiles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Vie scolaire | 20 | 28 | 16 | 64 | 13% | 6 | 27 | 17 | 50 | 11% |
| TOTAL | 207 | 232 | 58 | 497 | 100% | 162 | 253 | 52 | 467 | 100% |
| % | 42% | 47% | 12% | 100% | | 35% | 54% | 11% | 100% | |

**Graphique du tableau 14**

**Répartition thématique et par juridiction des nouveaux recours et des décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)



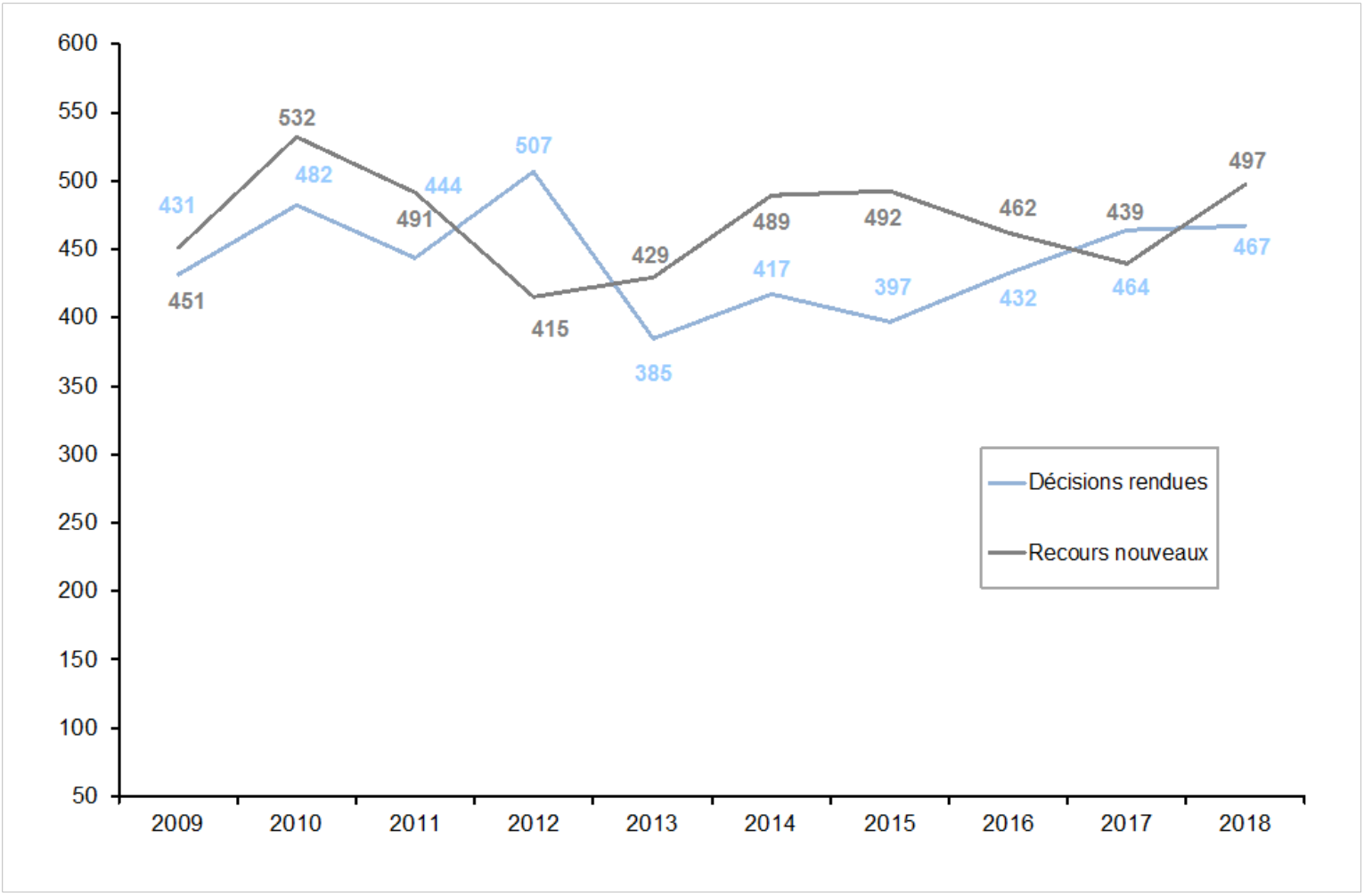

## ÉVOLUTION DES RECOURS NOUVEAUX ET DES DÉCISIONS RENDUES DEPUIS 10 ANS

Le nombre de 497 nouveaux recours traités par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire est supérieur au nombre moyen annuel de 470 nouveaux recours constaté pour la période des dix dernières années.

**Graphique 15**

**Évolution des recours nouveaux et des décisions juridictionnelles rendues depuis 10 ans – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)

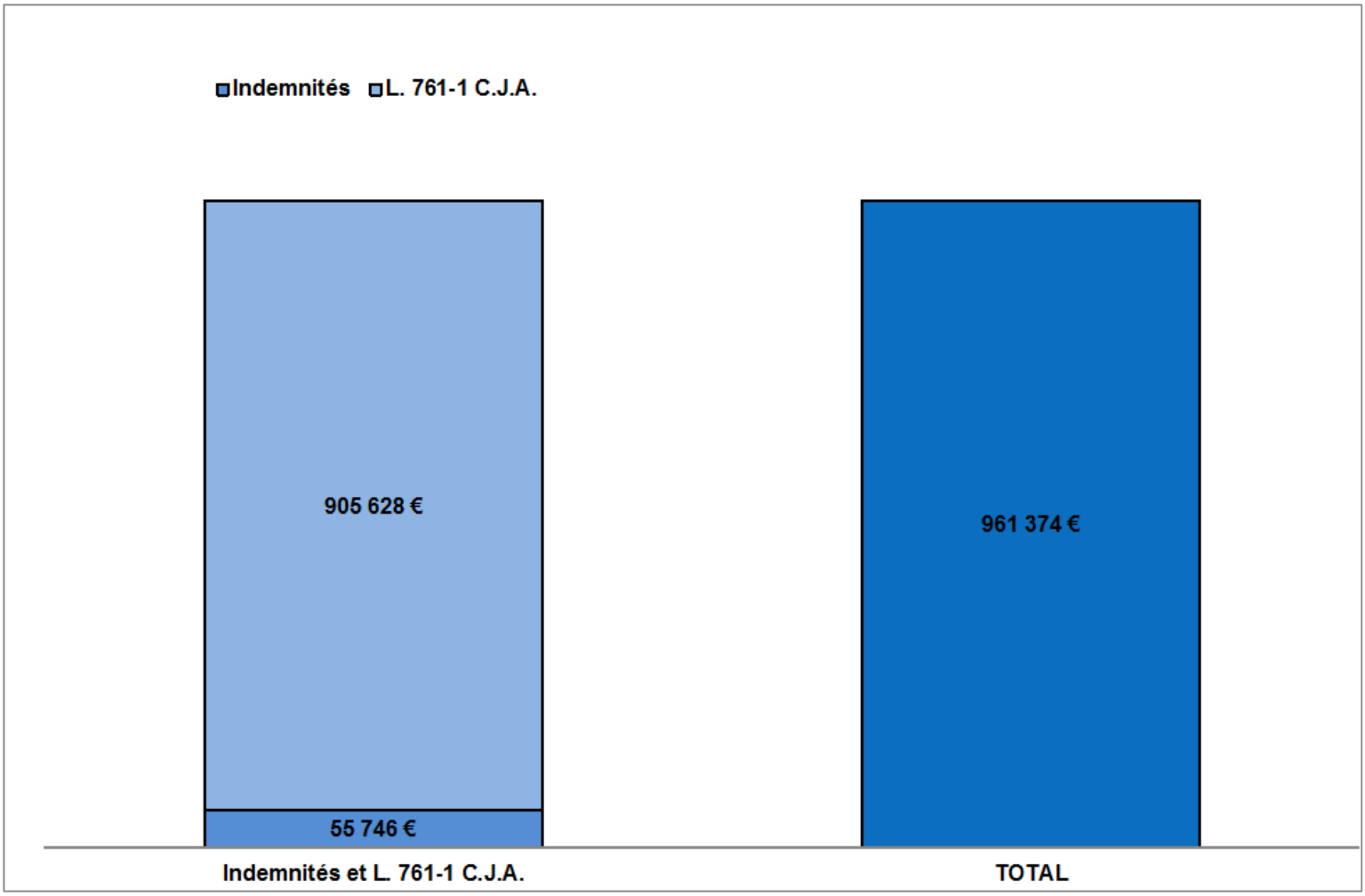



## CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES PRONONCÉES CONTRE L'ÉTAT EN 2018

**Graphique 16**

**Montant des condamnations pécuniaires prononcées contre l'État (ministre chargé de l'enseignement scolaire) en 2018 – Enseignement scolaire**

(affaires traitées par l'administration centrale – sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire)




## Bilan général

### SYNTHÈSE DES RECOURS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE DEPUIS 10 ANS

L'augmentation de 9 % du nombre de nouveaux recours en matière d'enseignement scolaire pris en charge par les services juridiques académiques et la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement scolaire entre 2017 et 2018, confirme et amplifie, la tendance constatée depuis 2013.

Le nombre de nouveaux recours enregistrés en 2018 (3 198) est supérieur au nombre moyen annuel de nouveaux recours enregistrés pour la période des dix dernières années (2 811 recours en moyenne pour la période courant de 2009 à 2018), comme pour les vingt-neuf dernières années (2 762 nouveaux recours en moyenne de 1990 à 2018), et s'inscrit dans une tendance générale de recours croissant au juge.

Toutefois, la progression du contentieux de l'enseignement scolaire est moindre que l'augmentation du contentieux général constatée par les juridictions administratives.

Ainsi, les bilans contentieux de l'enseignement scolaire font ressortir une croissance moyenne annuelle de 2,5 % pour la période courant de 1990 à 2018, tous niveaux de juridiction confondus, alors que les juridictions administratives ont observé une augmentation moyenne annuelle d'affaires nouvelles de 5,2 % devant les tribunaux administratifs depuis cinquante ans et de 8 % devant les cours administratives d'appel depuis leur création en 1989. Le nombre de recours devant les tribunaux administratifs a augmenté en moyenne de 3,8 % par an depuis 2002 (cf. partie 1.4 du rapport annexé au projet de loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice, p. 14), alors que le nombre de nouveaux recours concernant l'éducation nationale n'a progressé en moyenne que de 2,2 % par an au cours de la même période.

Ce nombre de nouveaux recours est à comparer avec le nombre de réclamations reçues par les services du médiateur de l'éducation nationale (13 456 réclamations en 2018, soit cinq fois plus qu'en 1999, cf. rapport 2018 du médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, p. 23).

Il convient également de souligner que les services déconcentrés ont assuré en 2018 la défense de l'État dans 84 % des litiges introduits devant les juridictions administratives mettant en cause le service public de l'enseignement scolaire, soit une proportion quasi inchangée depuis dix ans.

Notons enfin que les recours relatifs à l'enseignement scolaire enregistrés en 2018 par les juridictions administratives et les décisions rendues en matière d'enseignement scolaire au cours de cette même période par ces mêmes juridictions constituent seulement 1 % du contentieux des juridictions administratives (cf. rapport d'activité 2019 du Conseil d'État). Cette proportion demeure inchangée depuis qu'elle fait l'objet d'un examen.

**Tableau 16**

**Synthèse des recours en matière d'enseignement scolaire introduits depuis 10 ans**

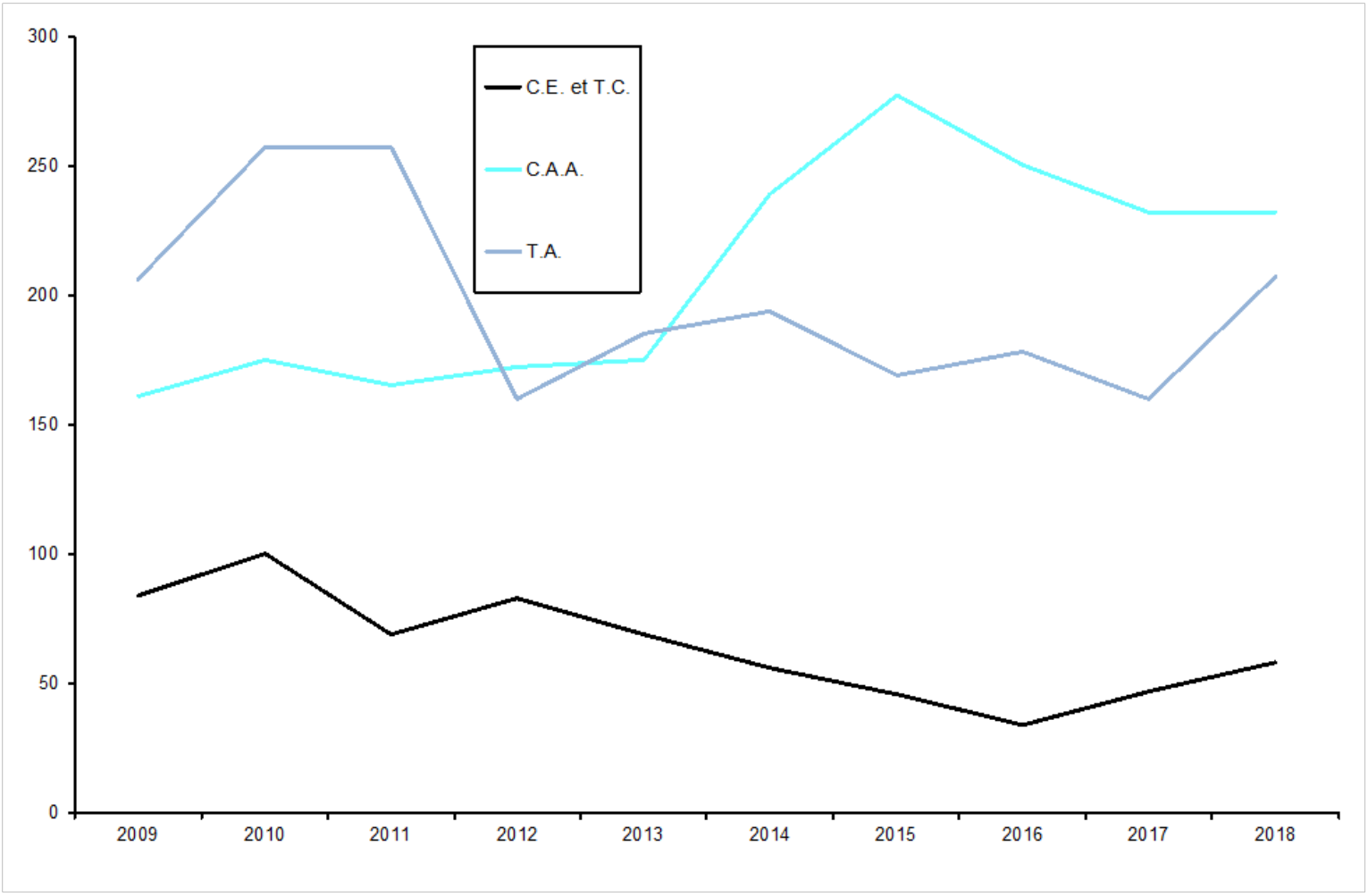
(toutes affaires relatives à l'enseignement scolaire et tous niveaux de juridiction administrative)

| Recours : compétence et niveau de juridiction | | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administration centrale | C.E. et T.C. | 84 | 100 | 69 | 83 | 69 | 56 | 46 | 34 | 47 | 58 | 646 |
| | C.A.A. | 161 | 175 | 165 | 172 | 175 | 239 | 277 | 250 | 232 | 232 | 2 078 |
| | T.A. | 206 | 257 | 257 | 160 | 185 | 194 | 169 | 178 | 160 | 207 | 1 973 |
| Sous-total | | 451 | 532 | 491 | 415 | 429 | 489 | 492 | 462 | 439 | 497 | 4 697 |
| Rectorats (T.A. uniquement) | | 2 760 | 2 467 | 2 388 | 1 959 | 1 875 | 2 156 | 2 214 | 2 397 | 2 495 | 2 701 | 23 412 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 3 211 | 2 999 | 2 879 | 2 374 | 2 304 | 2 645 | 2 706 | 2 859 | 2 934 | 3 198 | 28 109 |

**Graphique du tableau 16**

**Synthèse des recours en matière d'enseignement scolaire introduits depuis 10 ans**

(toutes affaires relatives à l'enseignement scolaire et tous niveaux de juridiction administrative)



## Le contentieux traité par les établissements publics d'enseignement supérieur

### ÉVOLUTION DU CONTENTIEUX TRAITÉ PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 10 ANS

À titre préliminaire, il est précisé que l'activité contentieuse de l'enseignement supérieur a pu être retracée à partir des réponses à une enquête adressée par la direction des affaires juridiques de l'administration centrale à 158 établissements d'enseignement supérieur, à laquelle 117 d'entre eux ont répondu.

Parmi les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (E.P.S.C.P.), ont répondu :
– 55 universités sur les 66 interrogées,
– 11 grands établissements sur les 17 interrogés,
– 15 communautés d'universités et établissements (COMUE) sur les 18 interrogées,
– 15 instituts et écoles externes sur les 22 interrogés,
– les 4 écoles normales supérieures (E.N.S.),
– les 5 écoles françaises à l'étranger,
– l'Institut national polytechnique de Toulouse.

Ont également répondu 9 établissements d'enseignement supérieur à caractère administratif placés sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur les 19 interrogés.

Le taux de réponse au questionnaire adressé à ces établissements s'est révélé cette année plus élevé que l'an passé : + 18 points (74 % de réponses en 2019 contre 56 % en 2018). Les chiffres commentés, qui font état d'une hausse de l'activité, doivent donc parfois être relativisés.

Depuis dix ans, les établissements d'enseignement supérieur ont connu une progression très importante de leur activité contententieuse puisqu'ils sont passés de 312 recours nouveaux en 2009 à 879 recours nouveaux en 2018, soit une hausse de 182 %. Entre 2014 et 2015, l'augmentation des recours formés a notamment atteint près de 59 %. Si l'augmentation est constante sur la décennie, les années 2010 et 2012 ont connu un léger recul de cette activité, qui s'est révélé ponctuel.

Pour l'année 2018, l'augmentation (879 nouveaux recours contre 797 en 2017 est de 10 %, inférieure à celle constatée entre 2016 et 2017 (+ 22 %). Ces chiffres sont à relativiser en raison du taux de réponse des 158 établissements d'enseignement supérieur (hors CNOUS-CROUS) à l'enquête ministérielle annuelle, évoqué ci-dessus.

Outre les 879 recours nouveaux devant les juridictions administratives, les établissements d'enseignement supérieur ont traité, en 2018, 48 recours devant les juridictions civiles et 20 recours devant les juridictions pénales.

Le nombre total de recours traités par les établissements d'enseignement supérieur en 2018 est donc de 947.

Depuis dix ans, le nombre des décisions rendues annuellement (hors ordonnances de référé) par les juridictions administratives concernant les établissements d'enseignement supérieur a presque doublé, passant de 343 en 2009 à 678 en 2018.

Pour l'année 2018, on note une augmentation des décisions rendues concernant les établissements d'enseignement supérieur, avec 678 décisions et 299 ordonnances de référé rendues par les juridictions administratives.

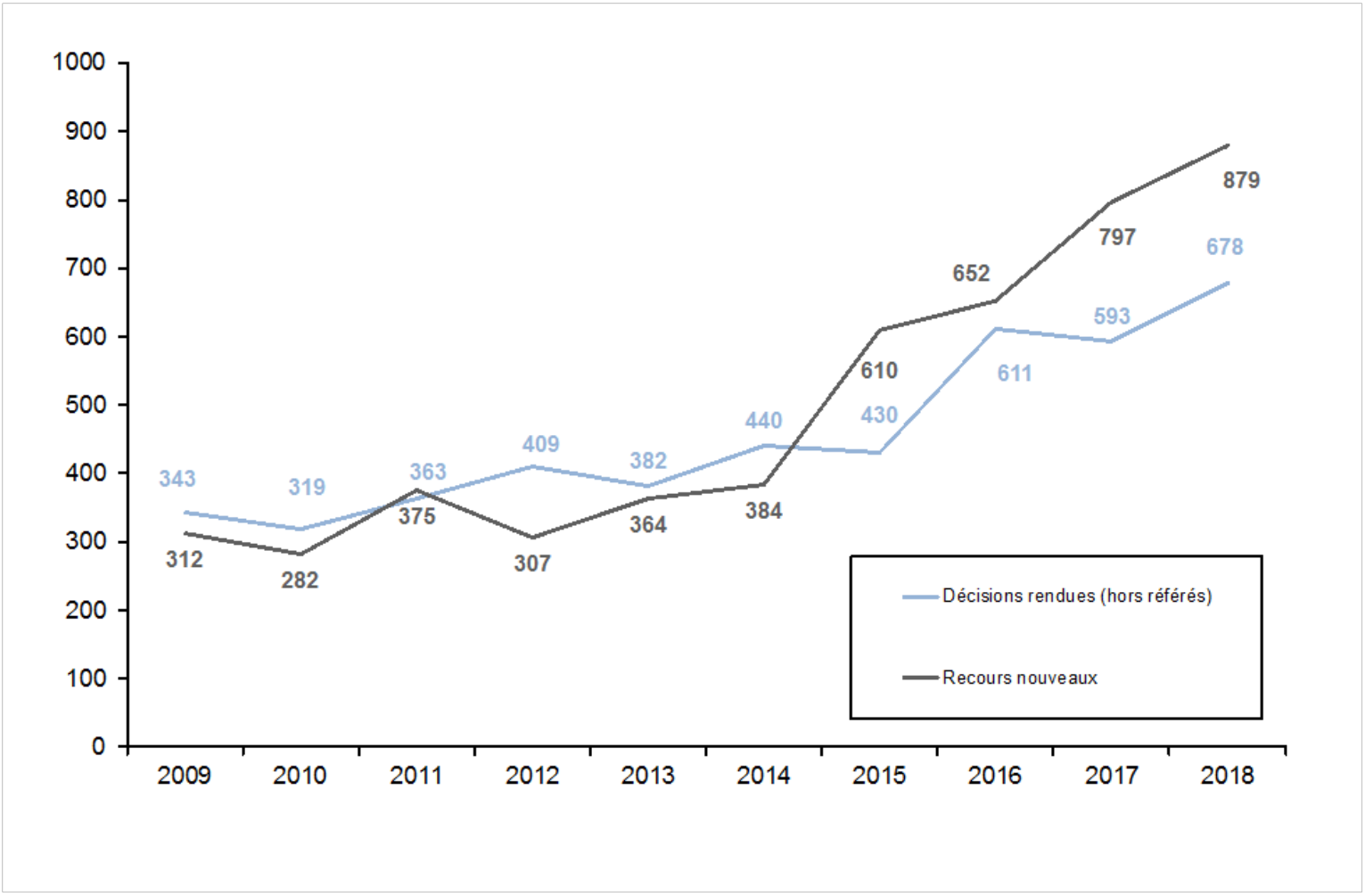
Le nombre des décisions rendues en 2018 (hors ordonnances de référé) en matière d'enseignement supérieur connaît une hausse par rapport à l'année précédente, puisqu'il passe de 593 décisions rendues en 2017 à 678 en 2018, soit une augmentation de 14 %.

L'augmentation du nombre des ordonnances de référé en 2018 (299) par rapport à l'année 2017 (223) est de 34 %.

La répartition des ordonnances par type de référé concernant les établissements d'enseignement supérieur en 2018 est légèrement différente de celle de 2017. En 2018 :

– 71 % des ordonnances ont été rendues dans le cadre de référés-suspension (83 % en 2017) ;
– Les référés-mesures utiles représentent 9 % des procédures de référé contre 6 % en 2017 ;
– Les référés-libertés représentent également 9 % des procédures de référé ;
– Les référés-provisions ne représentent quant à eux que 4 % des ordonnances rendues ;
– Les référés instruction (4,7 %) et les référés contractuels (2,3 %) représentent les 7 % restants.

**Graphique 1**
**Évolution du nombre des recours nouveaux et des décisions juridictionnelles (hors ordonnances de référé) rendues depuis 10 ans – Enseignement supérieur**
(affaires traitées par les établissements d'enseignement supérieur)



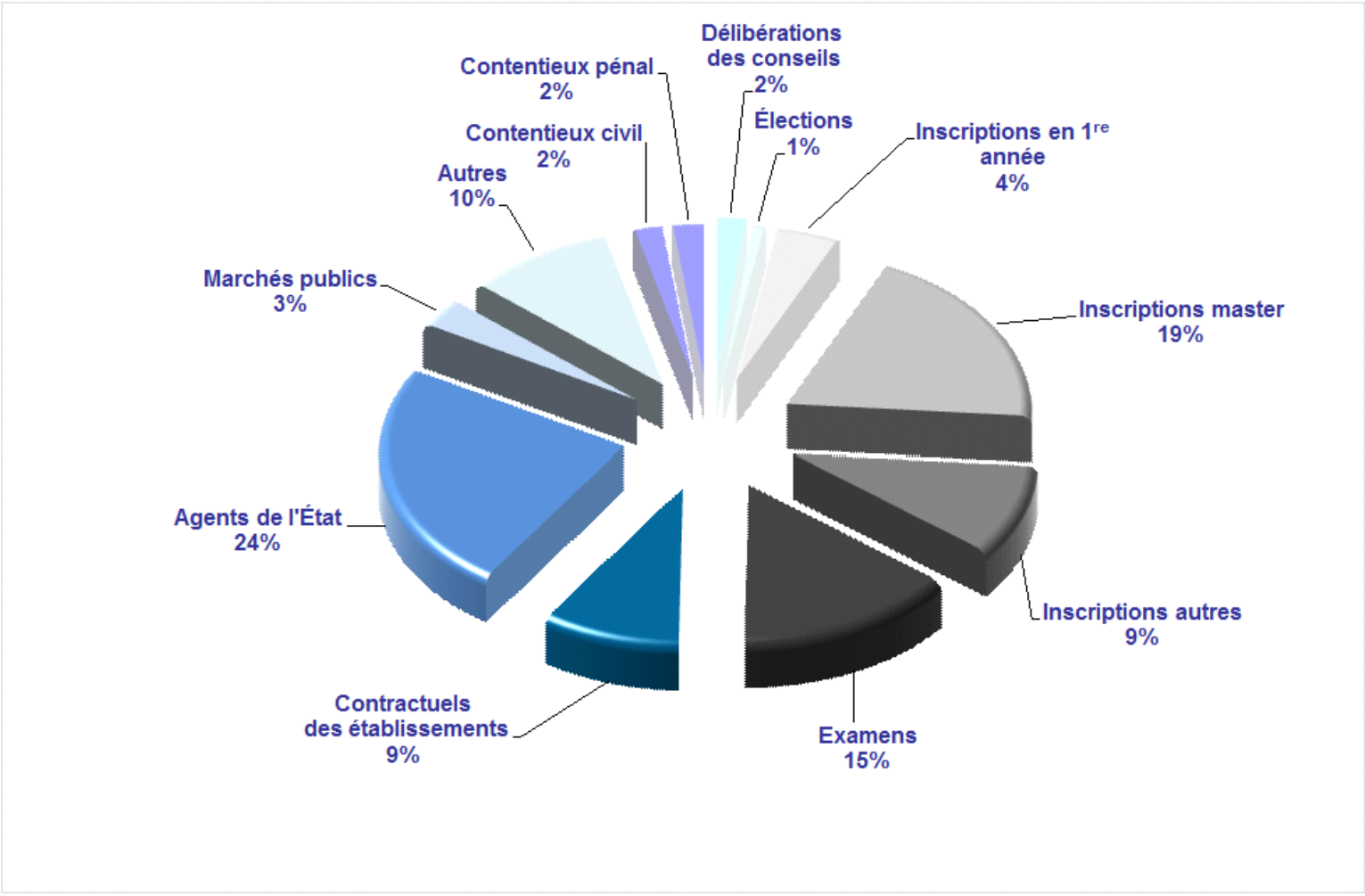

## RÉPARTITION THÉMATIQUE DES AFFAIRES EN INSTANCE AU 31 DÉCEMBRE 2018

La répartition thématique des affaires en instance au 31 décembre 2018 connaît peu d'évolution par rapport à 2017.

En effet, le contentieux des personnels constitue un tiers des affaires en instance en 2018 (33 %) comme en 2017. Le contentieux des inscriptions constitue également près d'un tiers des affaires en instance en 2018 (32 %) contre 36 % en 2017. Le contentieux des inscriptions en première année de premier cycle d'une formation de l'enseignement supérieur constitue seulement 4 % (soit 38 recours) du contentieux traité par les établissements en 2018, alors que le contentieux des inscriptions en master (qui n'avait pas été individualisé dans l'enquête 2017) représente plus de la moitié (59 %) du contentieux des inscriptions, soit 19 % du contentieux traité.

La part très modeste des contentieux relatifs à l'accès en première année de premier cycle de l'enseignement supérieur est à souligner, 2018 inaugurant la mise en œuvre de la procédure « *Parcoursup* », issue de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (loi ORE), qui a remplacé l'ancien dispositif Admission post-bac (A.P.B.).

**Graphique 2**
**Répartition thématique des recours en instance au 31 décembre 2018 – Enseignement supérieur**
(affaires traitées par les établissements d'enseignement supérieur)




## SENS DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

En 2018, la part des décisions juridictionnelles favorables à l'administration (hors ordonnances de référé) a augmenté par rapport à 2017, puisqu'elle s'élève à 56 % contre 53 % en 2017. La part des décisions défavorables à l'administration (hors ordonnances de référé) a diminué en passant de 27 % en 2017 à 20 % en 2018. Les décisions juridictionnelles donnant acte du désistement du requérant ou prononçant un non-lieu à statuer représentent 24 % de l'ensemble des décisions.

S'agissant des ordonnances de référé rendues en 2018, plus de la moitié est favorable à l'administration (54 %).

**Tableau 1**

**Répartition thématique, sens et part relative des décisions juridictionnelles (hors ordonnances de référé) rendues en 2018 – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par les établissements d'enseignement supérieur)

| Thème des décisions rendues | Décisions favorables à l'administration | % | Décisions défavorables à l'administration | % | Désistements et non-lieux | % | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Délibérations des conseils | 6 | 2% | 3 | 2% | 0 | 0% | 9 |
| Élections | 6 | 2% | 2 | 1% | 1 | 1% | 9 |
| Inscriptions 1re année | 21 | 6% | 6 | 4% | 3 | 2% | 30 |
| Inscriptions master | 63 | 17% | 32 | 23% | 71 | 44% | 166 |
| Inscriptions autres | 67 | 18% | 10 | 7% | 18 | 11% | 95 |
| Examens | 59 | 16% | 16 | 12% | 20 | 12% | 95 |
| Contractuels des établissements | 52 | 14% | 12 | 9% | 11 | 7% | 75 |
| Agents de l'État | 67 | 18% | 43 | 31% | 13 | 8% | 123 |
| Marchés publics | 19 | 5% | 2 | 1% | 9 | 6% | 30 |
| Autres | 19 | 5% | 11 | 8% | 16 | 10% | 46 |
| TOTAL | 379 | 56% | 137 | 20% | 162 | 24% | 678 |

Tableau 2
**Répartition thématique, sens et part relative des ordonnances de référé rendues en 2018 – Enseignement supérieur**
(affaires traitées par les établissements d'enseignement supérieur)

| Thème des décisions rendues | Décisions favorables à l'administration | % | Décisions défavorables à l'administration | % | Désistements et non-lieux | % | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Délibérations des conseils | 3 | 2% | 0 | 0% | 0 | 0% | 3 |
| Élections | 2 | 1% | 0 | 0% | 0 | 0% | 2 |
| Inscriptions 1re année | 8 | 5% | 0 | 0% | 4 | 13% | 12 |
| Inscriptions master | 39 | 24% | 38 | 35% | 10 | 33% | 87 |
| Inscriptions autres | 15 | 9% | 11 | 10% | 5 | 17% | 31 |
| Examens | 34 | 21% | 17 | 16% | 3 | 10% | 54 |
| Contractuels des établissements | 8 | 5% | 3 | 3% | 2 | 7% | 13 |
| Agents de l'État | 20 | 12% | 7 | 6% | 3 | 10% | 30 |
| Marchés publics | 9 | 6% | 9 | 8% | 0 | 0% | 18 |
| Autres | 23 | 14% | 23 | 21% | 3 | 10% | 49 |
| TOTAL | 161 | 54% | 108 | 36% | 30 | 10% | 299 |

### PROCÉDURES DISCIPLINAIRES

En 2018, 1 658 procédures disciplinaires ont été engagées par les établissements d'enseignement supérieur, dont 83 recours formés en appel devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Le nombre de ces procédures est supérieur à celui de 2017 (1 445), tout comme celui des recours formés devant le CNESER (54).

Si 98 % de ces nouvelles procédures ont concerné des étudiants, soit un chiffre comparable à celui de 2017 (99 %), les poursuites concernant des enseignants et enseignants-chercheurs ont en revanche augmenté, puisqu'elles sont passées de 8 en 2017 à 38 en 2018. Elles sont globalement en progression depuis 2015, puisqu'elles étaient de 6 en 2015 et de 19 en 2016.

Devant les sections disciplinaires de première instance, 82 % de ces poursuites ont donné lieu au prononcé d'une sanction et 18 % ont abouti à une décision de relaxe.

En 2018 comme en 2017, les sanctions ont été prononcées pour l'essentiel contre des étudiants (96 % des sanctions en 2018 et 99 % en 2017). Les sanctions prononcées contre les enseignants et enseignants-chercheurs repésentent 4 % de l'ensemble des sanctions en 2018.

En appel, le CNESER a rendu en 2018 58 décisions, soit plus du double du nombre de décisions rendues en 2017 (25). Sur les 49 décisions rendues relatives à des étudiants, 44 d'entre elles ont abouti à la confirmation des sanctions.

#### Le contentieux de l'enseignement supérieur traité par le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et les centre régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)

Pour la première fois, l'enquête ministérielle 2018 comptabilise l'activité contentieuse des établissements chargés des œuvres universitaires et scolaires (CROUS et CNOUS). Sur ces 27 établissements CROUS et CNOUS), 22 ont répondu, ce qui porte le taux de réponse à un niveau très satisfaisant de 81 %.

En 2018, les CROUS et le CNOUS ont traité 164 nouveaux recours, auxquels s'ajoutent 31 recours devant les juridictions civiles et 1 recours devant les juridictions pénales.

357 ordonnances ont été rendues en 2018 par les juges des référés. Ces ordonnances de référé ont pour l'essentiel été rendues dans le cadre de référés-mesures utiles (97 %), du fait du contentieux spécifique au logement universitaire.

## Le contentieux de l'enseignement supérieur traité par les rectorats

### ÉVOLUTION DU CONTENTIEUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TRAITÉ PAR LES RECTORATS DEPUIS 10 ANS

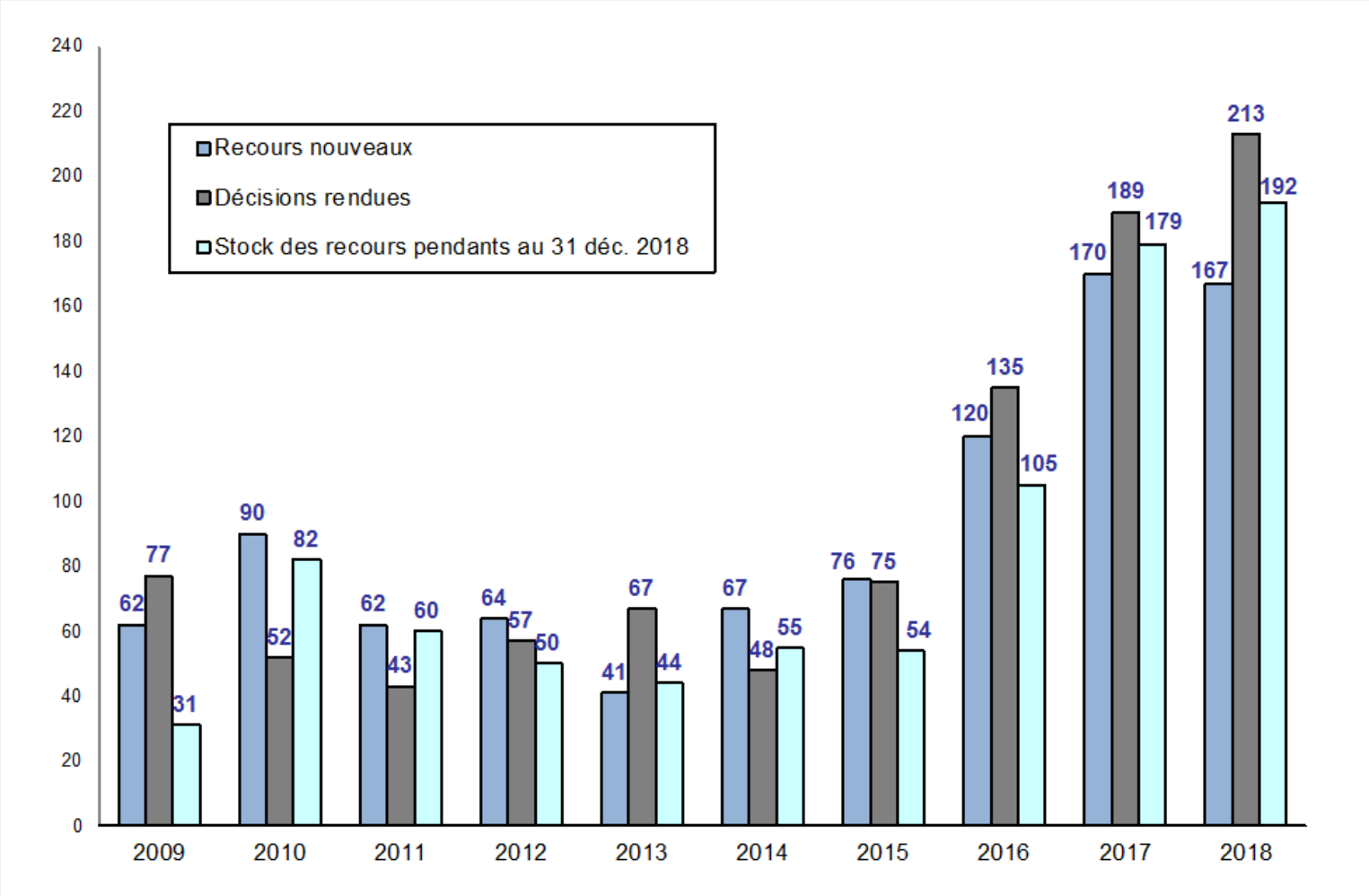
À titre préliminaire, il est précisé que l'activité contentieuse des rectorats a pu être retracée à partir des réponses des 30 rectorats des académies métropolitaines et d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), auxquelles s'ajoutent celles des 4 vice-rectorats (Mayotte, Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna) et du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Si l'activité contentieuse est restée relativement stable de 2009 à 2015, elle a connu toutefois une forte progression depuis 2016. Le bilan contentieux de l'année 2018 permet de confirmer cette forte hausse amorcée depuis deux ans, tant pour les recours nouveaux que pour les décisions juridictionnelles rendues et les dossiers en instance.

Le nombre de recours nouveaux, qui avait augmenté de 42 % de 2016 à 2017, approche celui de l'année 2017 (167 recours nouveaux en 2018 pour 170 en 2017).
Le nombre global de décisions rendues (référés inclus) en 2018 par les juridictions administratives connaît quant à lui une nouvelle hausse, certes modérée, avec 213 décisions juridictionnelles rendues contre 189 en 2017 (+ 13 %).

De 2009 à 2015, le stock des recours était lui aussi resté relativement stable, avant de quasiment doubler en 2016 (105 recours contre 54 en 2015) et de poursuivre sa progression à la fin de l'année 2018, pour atteindre 192 recours, soit une progression de 83 % depuis 2016 mais de seulement 7 % par rapport à l'année 2017.

**Graphique 3**
**Évolution du contentieux depuis 10 ans – Enseignement supérieur**
(affaires traitées par les rectorats en matière d'enseignement supérieur)




## RÉPARTITION THÉMATIQUE DES RECOURS INTRODUITS EN 2018, DÉCISIONS NOTIFIÉES ET AFFAIRES EN INSTANCE

Le contentieux enregistré par les rectorats relatif à l'aide aux étudiants est largement majoritaire (60 % du total), suivi du contentieux relatif à la délivrance des diplômes (19 %) et de celui relatif aux inscriptions, que ce soit en première année de premier cycle, en master ou à d'autres inscriptions (18 %). La gestion des personnels de l'État et les décisions relatives à la tutelle sur les établissements représentent une part négligeable (1 %). Cette répartition thématique reflète celle des années précédentes.

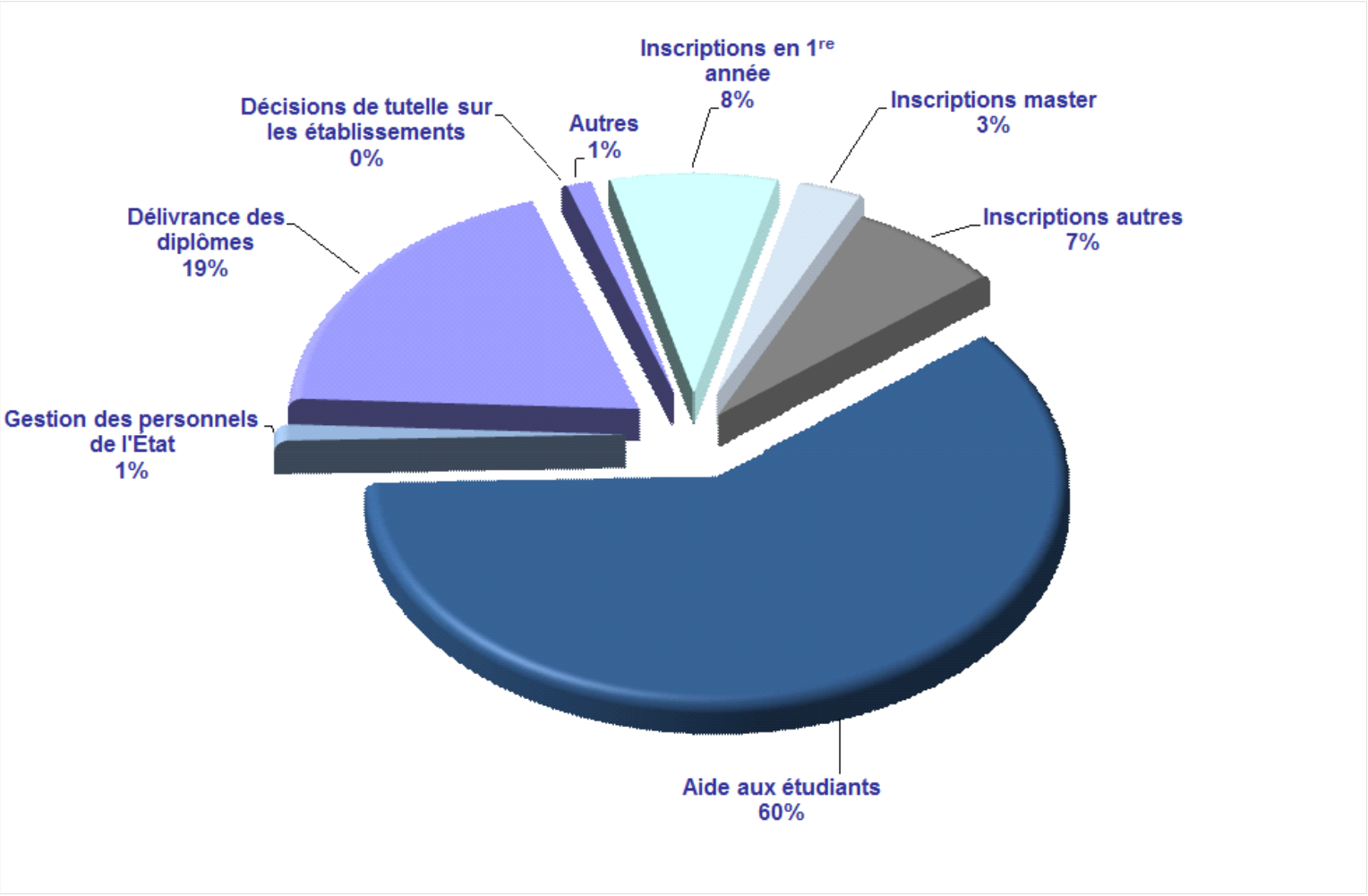
Ainsi, l'aide aux étudiants continue de donner lieu à la plus grande part des nouveaux recours enregistrés en 2018 (60 % en 2018 contre 55 % en 2017) comme des décisions rendues (46 % en 2018 contre 40 % en 2017).

Concernant le contentieux de la délivrance des diplômes, après une forte diminution en 2017, sa part dans le nombre de requêtes nouvelles introduites en 2018 augmente à nouveau (19 % des recours introduits en 2018 contre 9 % en 2017), mais reste toutefois légèrement inférieure aux chiffres de 2016 (24 %). La part des décisions juridictionnelles rendues reste stable (12 % du total des décisions rendues en 2018, soit un point de moins qu'en 2017).

Parmi les recours relatifs aux inscriptions, la part des nouveaux recours relatifs aux inscriptions en première année d'études d'enseignement supérieur diminue sensiblement par rapport à l'année précédente (8 % en 2018 contre 22 % en 2017*).* Il en est de même pour les recours relatifs à l'inscription en première année d'études d'enseignement supérieur toujours en instance au 31 décembre 2018 (stock), qui ne représentent plus que 10 % des dossiers en 2018 contre 21 % en 2017. S'agissant des décisions juridictionnelles rendues, la part du contentieux relatif aux inscriptions en première année diminue (21 % en 2018 contre 26 % en 2017). La loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, qui a réformé les modalités d'inscription en première année d'études supérieures en remplacement de la procédure A.P.B., semble ainsi avoir eu une incidence positive sur le nombre de requêtes formées auprès des rectorats.

Enfin, le contentieux relatif à la gestion des personnels de l'État, qui ne représente plus qu'1 % en 2018, poursuit la forte baisse initiée depuis 2016 (17 % des nouveaux recours introduits en 2016 et 3 % en 2017). Le constat est le même s'agissant des décisions rendues et des recours en instance dans ce domaine.

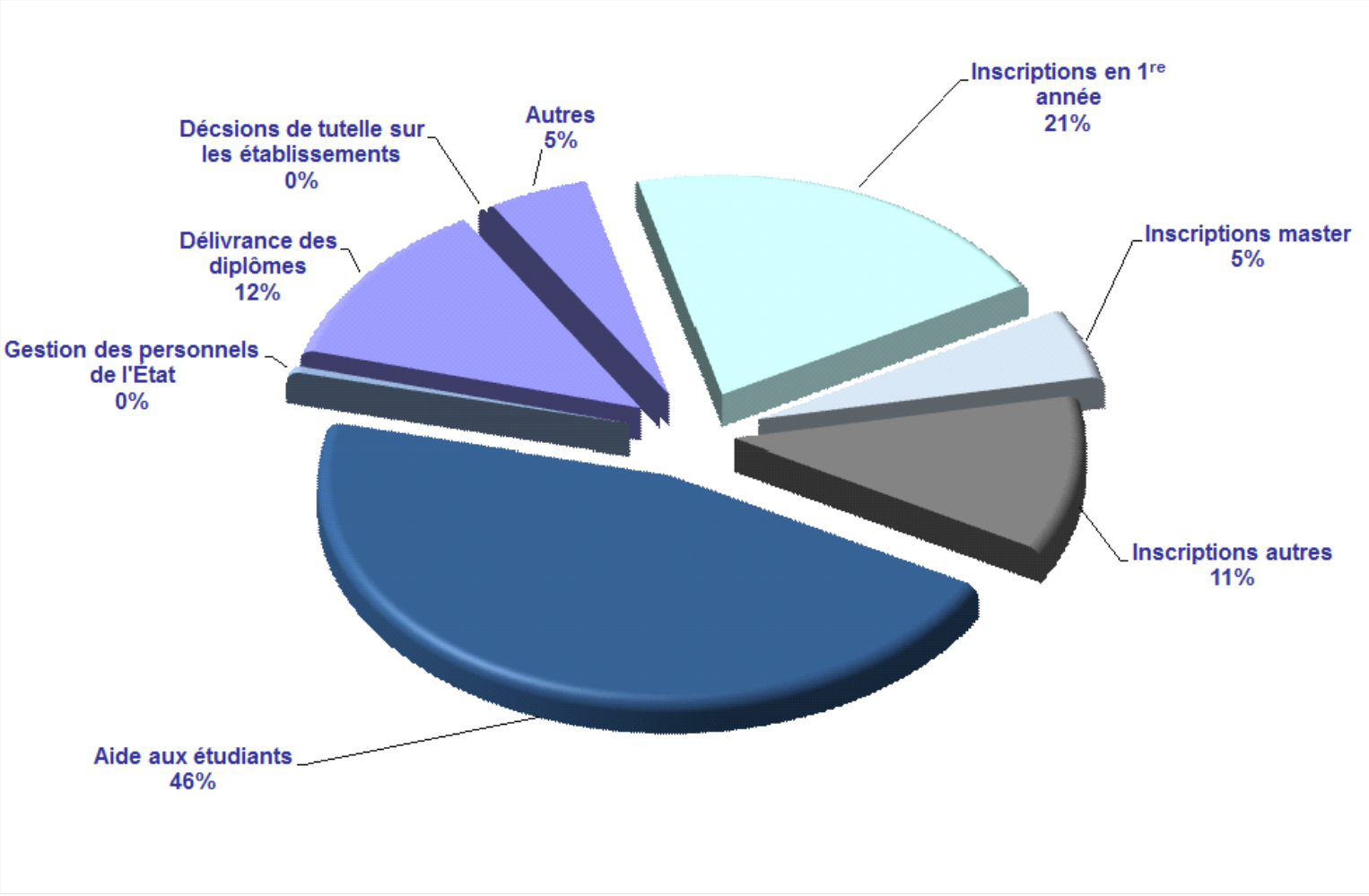
**Graphique 4**
**Répartition thématique des recours nouveaux introduits en 2018 – Enseignement supérieur**
(affaires traitées par les rectorats en matière d'enseignement supérieur)




**Graphique 5**

**Répartition thématique des décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Enseignement supérieur**

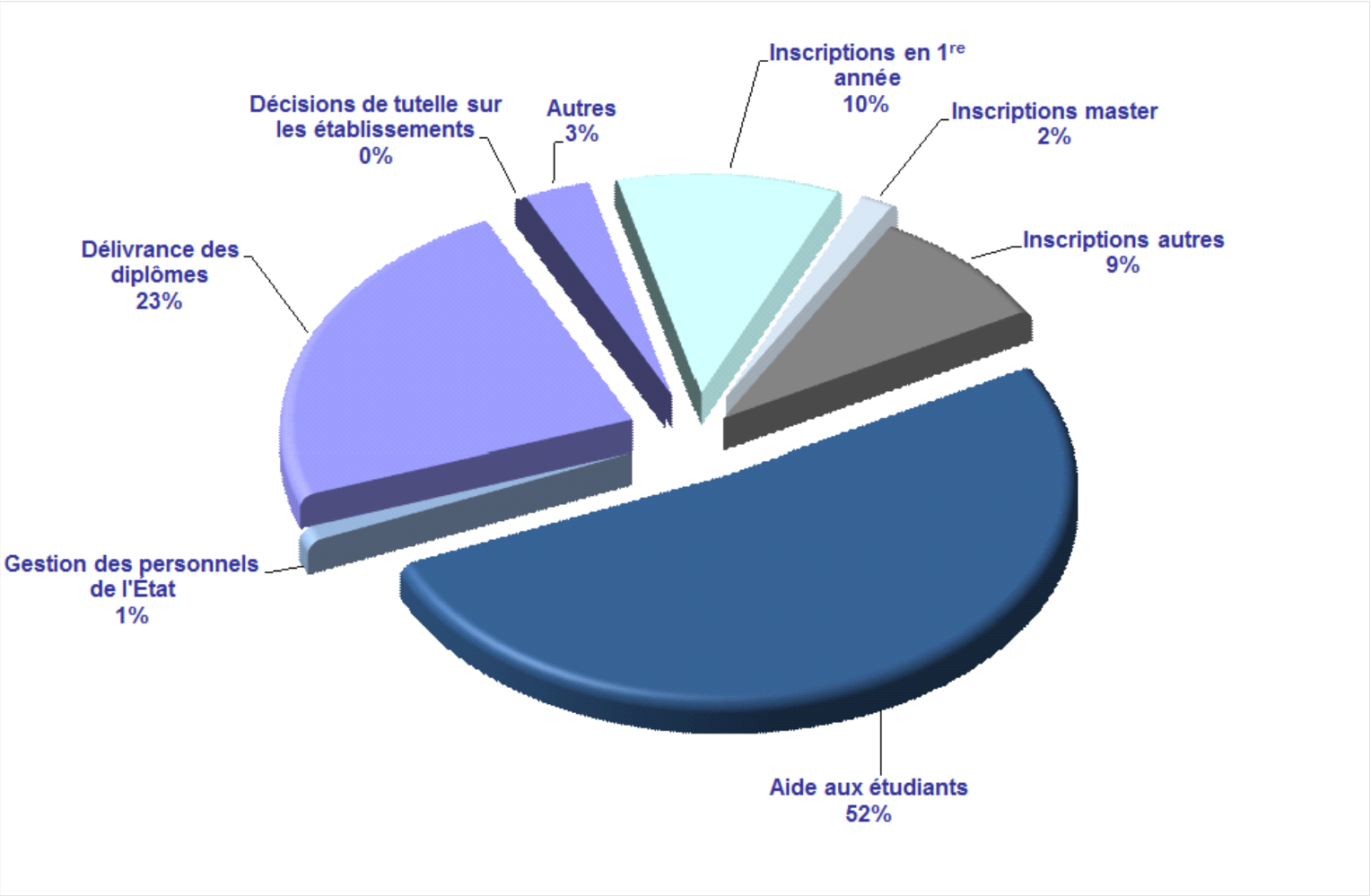
(affaires traitées par les rectorats en matière d'enseignement supérieur)




**Graphique 6**

**Répartition thématique des recours en instance au 31 décembre 2018 – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par les rectorats en matière d'enseignement supérieur)




### SENS DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

Le sens des décisions juridictionnelles rendues en 2018, référés inclus, est favorable à l'administration dans 55 % des cas, soit une proportion en hausse par rapport à l'année 2017 (+ 6 points).

Le nombre de décisions rendues ayant donné acte d'un désistement ou prononcé un non-lieu à statuer est resté stable avec 22 % (contre 20 % les deux années précédentes).

## Le contentieux de l'enseignement supérieur traité par l'administration centrale (sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)

### RECOURS NOUVEAUX INTRODUITS ET DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

En 2018, le nombre total de nouveaux recours enregistrés à l'administration centrale est en baisse par rapport à 2017 (168 recours en 2018 contre 197 en 2017).

#### Devant les tribunaux administratifs

Le nombre de recours nouveaux introduits en 2018 devant les tribunaux administratifs a connu une baisse, passant de 97 à 73. Le nombre de décisions rendues par ces derniers a augmenté de 16 % (passant de 75 à 87).

#### Devant les cours administratives d'appel

Les recours nouveaux introduits en 2018 devant les cours administratives d'appel passent de 32 à 40, dont seulement 7 sont des appels formés par le ministère. Le nombre de décisions rendues par les cours administratives d'appel a augmenté de 77 % pour atteindre 46 décisions rendues.

#### Devant le Conseil d'État

Devant le Conseil d'État, le nombre de recours nouveaux introduits en 2018 a diminué de 13 % (passant de 68 à 55). Parmi ceux-ci, 38 % sont des recours qui relèvent du Conseil d'État en premier ressort, dont seulement 21 % sont dirigés contre des actes règlementaires. Parmi les 62 % de pourvois en cassation, un seul a été formé par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Au total, en 2018, le Conseil d'État a rendu 66 décisions, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2017.

#### Devant le Tribunal des conflits

En 2018, on ne relève aucun recours nouveau introduit devant le Tribunal des conflits et on comptabilise une seule décision rendue, relative à la compétence du juge

administratif dans le contentieux des expulsions des résidences universitaires des CROUS.

**Tableau 3**

**Recours nouveaux, décisions juridictionnelles rendues en 2018 et stock au 31 décembre 2018 – Enseignement supérieur**

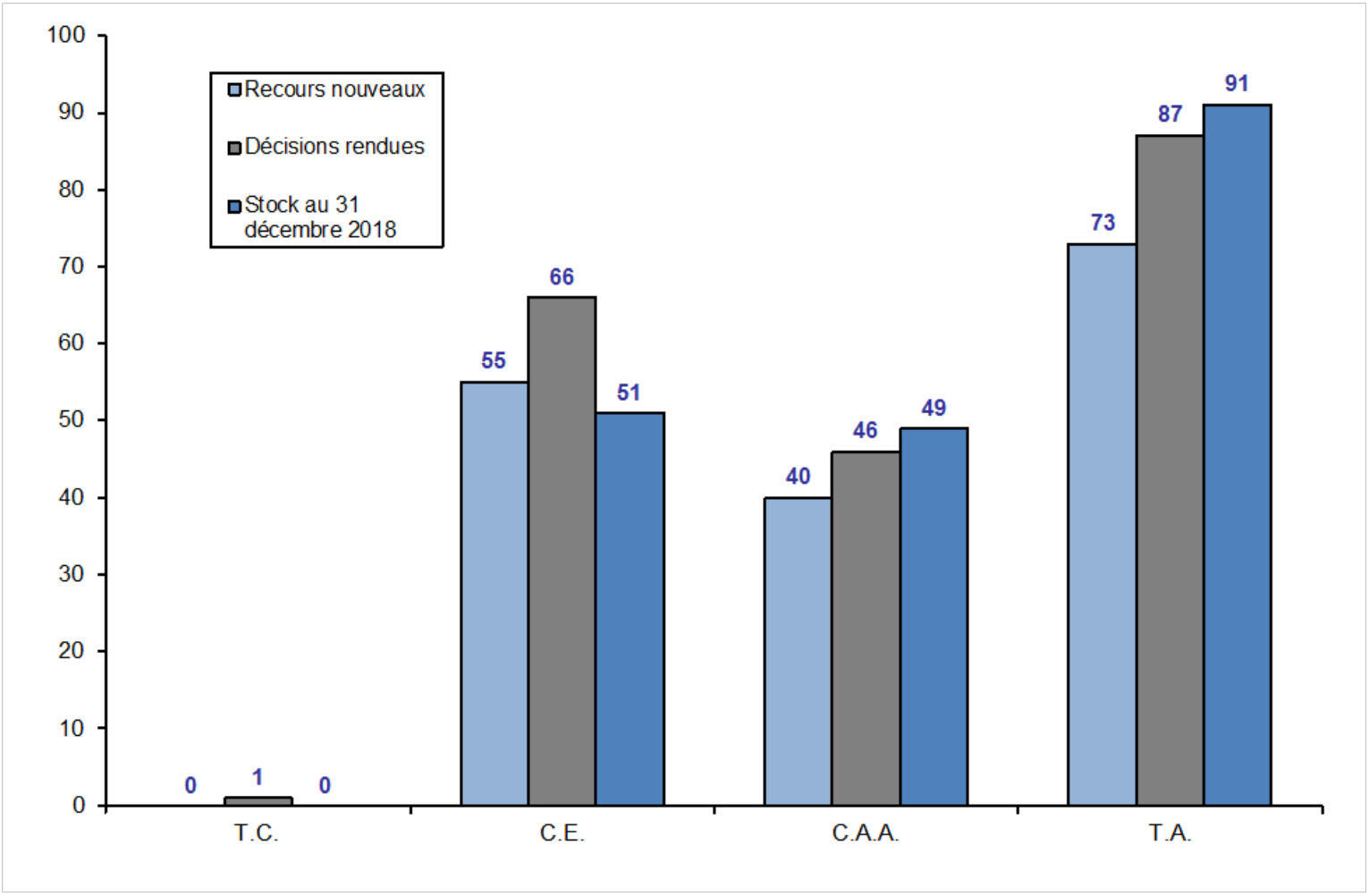
(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)

| Juridiction | | Recours nouveaux | Décisions rendues | Stock au 31 décembre 2018 |
|---|---|---|---|---|
| T.C. | | 0 | 1 | 0 |
| C.E. | 1er ressort (réglementaire) | 6 | 15 | 6 |
| | 1er ressort (non réglementaire) | 15 | 19 | 16 |
| | Cassation (MESR en défense) | 33 | 28 | 28 |
| | Cassation (pourvoi formé par le MESR) | 1 | 4 | 1 |
| C.E. | | 55 | 66 | 51 |
| C.A.A. | Appel (MESR en défense) | 33 | 41 | 42 |
| | Appel formé par le MESR | 7 | 5 | 7 |
| C.A.A. | | 40 | 46 | 49 |
| T.A. | | 73 | 87 | 91 |
| TOTAL | | 168 | 200 | 191 |

**Graphique 7**

**Recours nouveaux, décisions juridictionnelles rendues en 2018 et stock au 31 décembre 2018 – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)




## SENS DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

En 2018, la majorité (57 %) des décisions rendues par les juridictions est favorable au ministère, en baisse modérée par rapport à 2017 (- 8 points).

### Par les tribunaux administratifs

En 2018, 52 % des décisions rendues par les tribunaux administratifs sont favorables au ministère (- 3 points par rapport à 2017) et 20 % sont des désistements, non-lieux à statuer ou des renvois..

### Par les cours administratives d'appel

En 2018, on constate une forte diminution du nombre de décisions favorables au ministère rendues par les cours administratives d'appel (perdant 29 points, pour atteindre 52 % de décisions favorables rendues). Il convient de noter que les désistements et non-lieux à statuer constituent une part non négligeable des décisions rendues en appel (28 %).

### Par le Conseil d'État

Une forte majorité des décisions rendues par le Conseil d'État sont favorables au ministère (67 %) et seules 14 % des décisions sont des désistements, non-lieux à statuer ou renvois. Ces taux sont sensiblement similaires à ceux de 2017 (62 % de décisions favorables).

**Tableau 4**

**Répartition des décisions juridictionnelles rendues en 2018 selon leur sens – Enseignement supérieur**

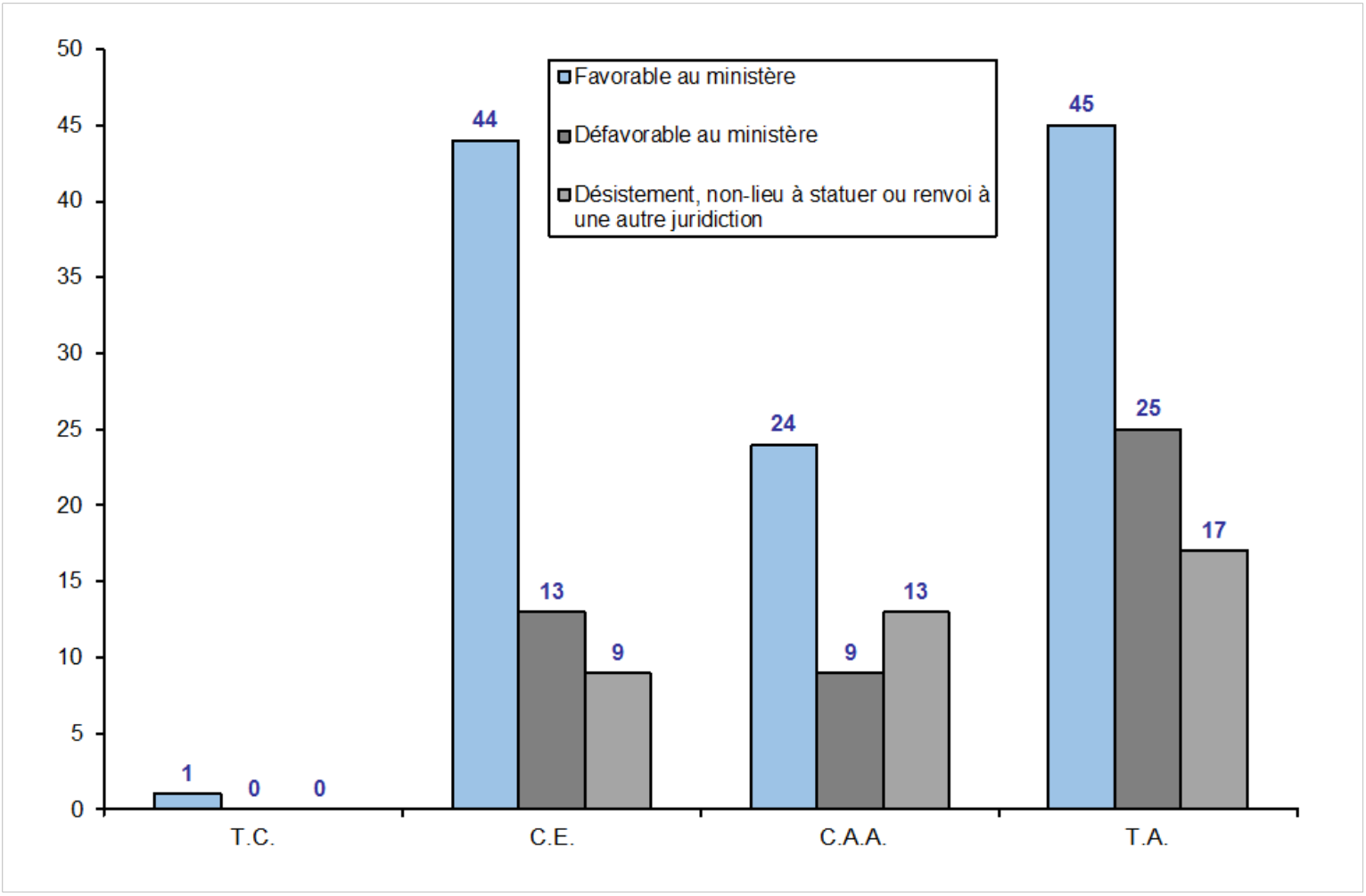
(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)

| Juridiction | | Favorable au ministère | Défavorable au ministère | Désistement, non-lieu à statuer ou renvoi à une autre juridiction | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| T.C. | | 1 | 0 | 0 | 1 |
| % | | 100% | 0% | 0% | 1% |
| C.E. en 1er ressort | Réglementaire | 11 | 3 | 1 | 15 |
| | Non réglementaire | 12 | 1 | 6 | 19 |
| C.E. Cass. | MESR en défense | 20 | 6 | 2 | 28 |
| | Pourvoi formé par le MESR | 1 | 3 | 0 | 4 |
| C.E. | | 44 | 13 | 9 | 66 |
| % | | 67% | 20% | 14% | 33% |
| C.A.A. | MESR en défense | 22 | 8 | 11 | 41 |
| | Appel formé par le MESR | 2 | 1 | 2 | 5 |
| C.A.A. | | 24 | 9 | 13 | 46 |
| % | | 52% | 20% | 28% | 23% |
| T.A. | | 45 | 25 | 17 | 87 |
| % | | 52% | 29% | 20% | 44% |
| TOTAL | | 114 | 47 | 39 | 200 |
| % | | 57% | 24% | 20% | 100% |

Graphique 8

**Répartition des décisions juridictionnelles rendues en 2018 selon leur sens – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)




## RÉPARTITION THÉMATIQUE DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES RENDUES EN 2018

La répartition thématique des nouveaux recours introduits en 2018 est relativement similaire à celle de l'année 2017. À l'inverse des rectorats, l'administration centrale connaît un contentieux des personnels qui reste de loin le plus important, puisqu'il représente 77 % des recours, en hausse par rapport à 2017 (+ 13 points). Viennent ensuite, comme en 2017, le contentieux relatif à la scolarité, qui diminue de moitié par rapport à 2017 (12 % des recours en 2018 contre 24 % en 2017), puis le contentieux de la construction (7 % des recours). Le contentieux opposant les établissements d'enseignement supérieur au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche représente 1 % des recours nouveaux.

**Tableau 5**

**Répartition thématique et par juridiction des nouveaux recours et des décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Enseignement supérieur**

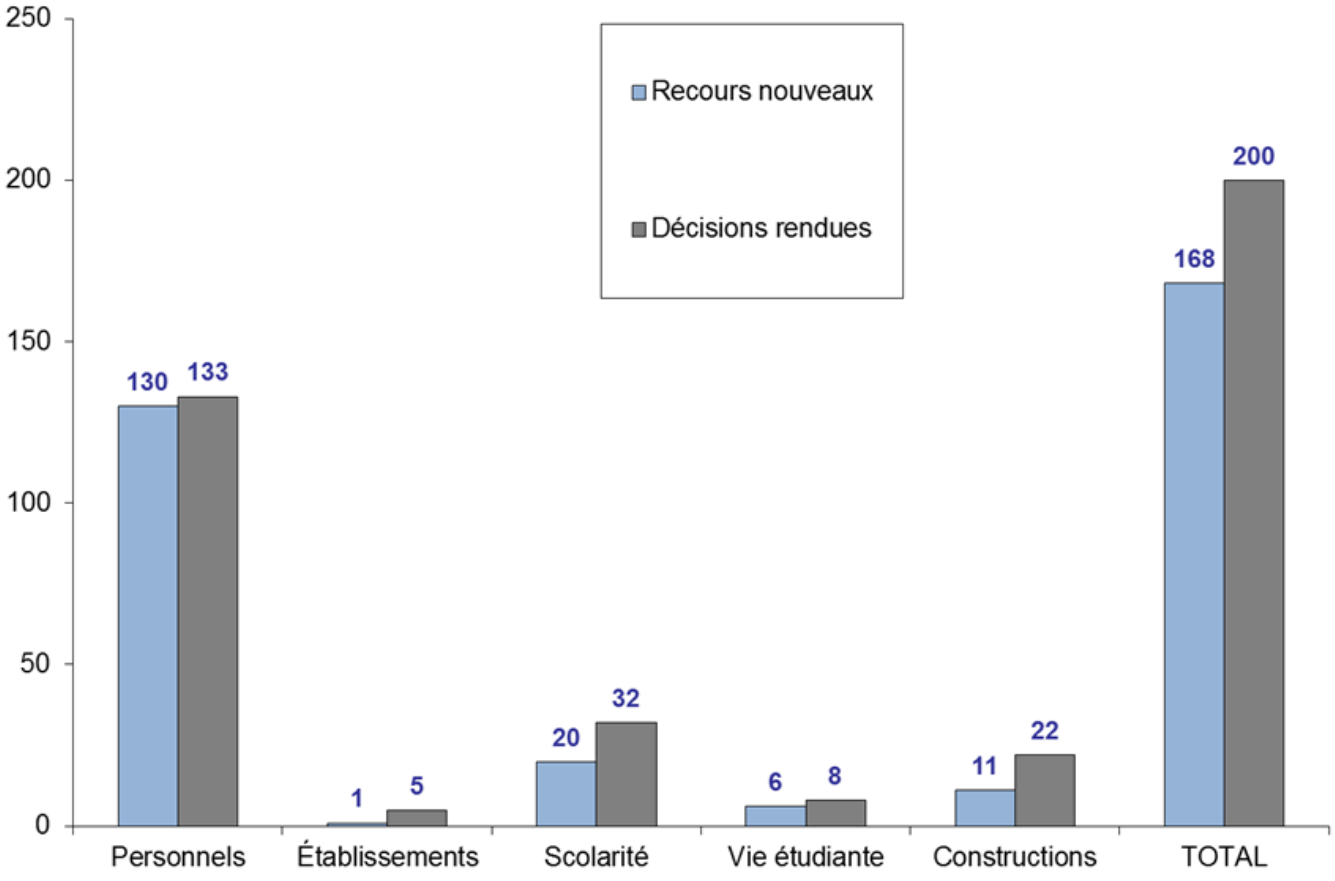
(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)

| Thème des recours introduits et jugés | Nouveaux recours introduits en 2018 | | | | | Décisions rendues en 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | T.A. | C.A.A. | C.E. / T.C. | Total | % | T.A. | C.A.A. | C.E. / T.C. | Total | % |
| Personnels | 58 | 23 | 49 | 130 | 77% | 68 | 25 | 40 | 133 | 67% |
| Établissements | 1 | 0 | 0 | 1 | 1% | 2 | 0 | 3 | 5 | 3% |
| Scolarité | 8 | 6 | 6 | 20 | 12% | 9 | 7 | 16 | 32 | 16% |
| Vie étudiante | 3 | 3 | 0 | 6 | 4% | 5 | 1 | 2 | 8 | 4% |
| Constructions | 3 | 8 | 0 | 11 | 7% | 3 | 13 | 6 | 22 | 11% |
| TOTAL | 73 | 40 | 55 | 168 | 100% | 87 | 46 | 67 | 200 | 100% |
| % | 43% | 24% | 33% | 100% | | 44% | 23% | 34% | 100% | |

**Graphique 9**

**Répartition thématique et par juridiction des nouveaux recours et des décisions juridictionnelles rendues en 2018 – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)



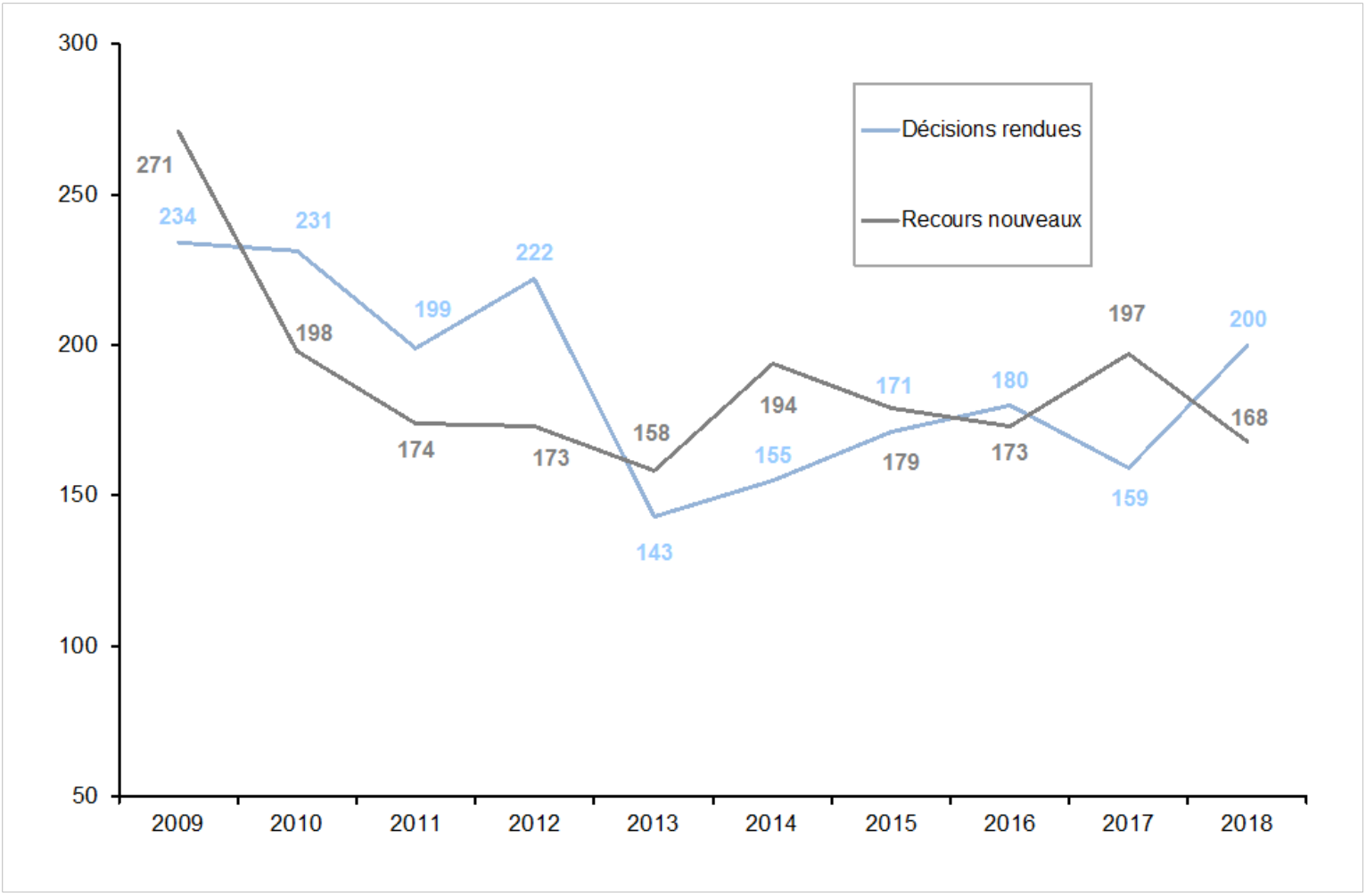

En 2018, le contentieux des personnels représente la majorité des nouveaux recours mais également des décisions rendues au sein de chaque degré de juridiction. Il représente ainsi 79 % des contentieux devant les tribunaux administratifs, 58 % des contentieux devant les cours administratives d'appel et 89 % des contentieux devant le Conseil d'État. S'agissant des décisions rendues par les juridictions, le contentieux des personnels représente 78 % des décisions des tribunaux administratifs, 54 % des décisions des cours administratives d'appel et 60 % des décisions du Conseil d'État.

## ÉVOLUTION DES RECOURS NOUVEAUX ET DES DÉCISIONS RENDUES DEPUIS 10 ANS

**Graphique 10**

**Évolution des recours nouveaux et des décisions juridictionnelles rendues depuis 10 ans – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)




Après avoir fortement diminué jusqu'en 2013, le nombre de recours nouveaux traités par l'administration centrale connaît une trajectoire à la hausse qui tend à se stabiliser.

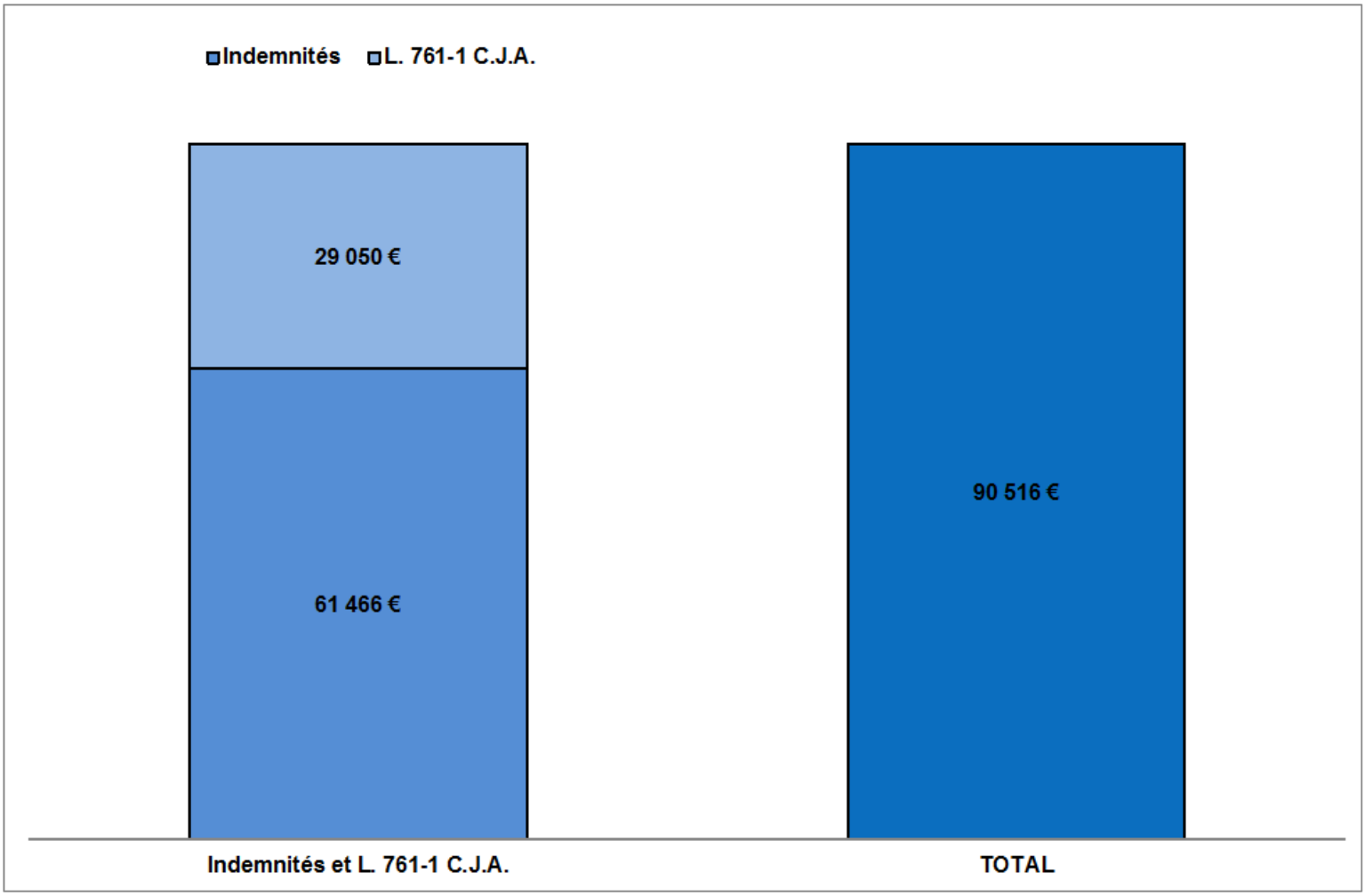
Le nombre de décisions rendues atteint également son plus fort creux en 2013, avant de connaître une progression à la hausse, tendant à se rapprocher en 2018 de celui des décisions rendues en 2009.

## CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES PRONONCÉES CONTRE L'ÉTAT EN 2018

**Graphique 11**

**Montant des condamnations pécuniaires prononcées contre l'État (ministre chargé de l'enseignement supérieur) en 2018 – Enseignement supérieur**

(affaires traitées par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche)




Dix-sept recours traités par la sous-direction des affaires juridiques de l'enseignement supérieur et de la recherche et jugés en 2018 ont donné lieu à une condamnation pécuniaire du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le montant total des condamnations pécuniaires prononcées contre le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (condamnations payées par la seule administration centrale du ministère) connaît en 2018 une hausse significative par rapport à 2017, passant de 22 999 euros à 90 516 euros.

Cette hausse significative s'explique en partie par la condamnation de l'État dans un contentieux relatif au personnel dont le montant représente à lui seul près de la moitié du montant total de la condamnation pécuniaire de 2018.

## Bilan général de l'activité contentieuse de l'État en matière d'enseignement supérieur (administration centrale, rectorats)

### SYNTHÈSE DES RECOURS ENREGISTRÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LES RECTORATS EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 10 ANS

Le nombre de recours nouveaux enregistrés à l'administration centrale et dans les rectorats est relativement constant depuis dix ans, atteignant en 2018 un nombre presque identique à celui de 2010 (335 recours introduits en 2018 contre 333 en 2009), et ce, après un léger recul de l'activité entre 2010 et 2013.

Pour l'année 2018, on note même une activité contentieuse quasiment identique au sein de l'administration centrale et des rectorats, puisque ces derniers ont enregistré près de 167 recours nouveaux contre 168 pour l'administration centrale.

Pour les rectorats on constate sur les 10 dernières années une augmentation du nombre annuel de recours (hors référés) introduits devant les tribunaux administratifs qui sont passés de 62 en 2009 à 167 en 2018, soit une hausse de 149 %).

À l'inverse, s'agissant de l'administration centrale, le nombre de recours introduits devant les tribunaux administratifs depuis dix ans diminue (passant de 125 en 2009 à 73 en 2018, soit une baisse de 42 %). Il en va de même pour les recours traités par l'administration centrale introduits devant le Conseil d'État et le Tribunal de conflits, dont le volume baisse de moitié depuis 2009 (passant de 110 à 55). Enfin, le nombre des recours traités par l'administration centrale introduits devant les cours administratives d'appel reste globalement stable sur les dix dernières années (une quarantaine)..

**Tableau 6**

**Synthèse des recours introduits depuis 10 ans en matière d'enseignement supérieur**

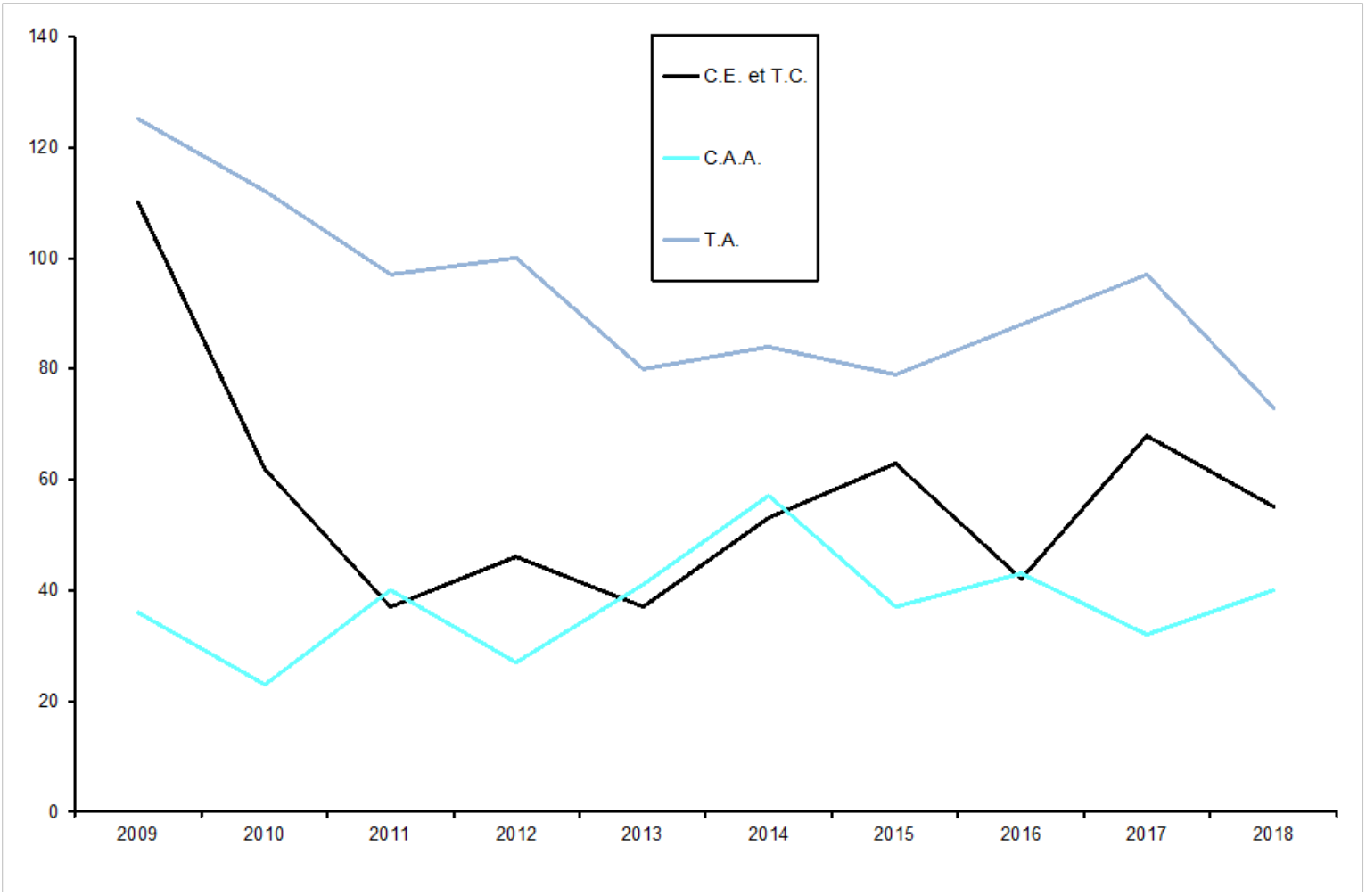
(toutes affaires relatives à l'enseignement supérieur traitées par l'administration centrale et les rectorats, tous niveaux de juridiction administrative)

| Recours : compétence et niveau de juridiction | | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administration centrale | C.E. et T.C. | 110 | 62 | 37 | 46 | 37 | 53 | 63 | 42 | 68 | 55 | 573 |
| | C.A.A. | 36 | 23 | 40 | 27 | 41 | 57 | 37 | 43 | 32 | 40 | 376 |
| | T.A. | 125 | 112 | 97 | 100 | 80 | 84 | 79 | 88 | 97 | 73 | 935 |
| **Sous-total** | | **271** | **197** | **174** | **173** | **158** | **194** | **179** | **173** | **197** | **168** | **1 884** |
| **Rectorats** (T.A. uniquement) | | 62 | 90 | 62 | 64 | 41 | 67 | 76 | 120 | 170 | 167 | **919** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | | **333** | **287** | **236** | **237** | **199** | **261** | **255** | **293** | **367** | **335** | **2 803** |

**Graphique 12**

**Synthèse des recours introduits depuis 10 ans en matière d'enseignement supérieur**

(toutes affaires relatives à l'enseignement supérieur traitées par l'administration centrale et les rectorats, tous niveaux de juridiction administrative)



## SÉLECTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES MARQUANTES

Après les développements précédents d'ordre quantitatif et statistique sur les bilans contentieux de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, il paraît utile de rappeler certaines décisions juridictionnelles importantes rendues en 2018, en particulier par le Conseil d'État.

# Enseignement : questions générales

### OBLIGATION SCOLAIRE

**→ Scolarisation – Inscription sur la liste des enfants résidant dans la commune soumis à l'obligation scolaire – Compétence du maire exercée en qualité d'agent de l'État – Refus illégal – Provision à la charge de l'État**

C.E., 19 décembre 2018, Commune de Ris-Orangis, n° 408710, aux tables du *Recueil Lebon*

*LIJ* n° 206, mai 2019

### NEUTRALITÉ

**→ Liberté d'expression – Principe de neutralité de l'enseignement public – Contenu des programmes scolaires des classes de collège – Enseignement d'histoire ne portant pas atteinte aux libertés d'expression, de conscience et d'opinion des élèves ni au principe de neutralité du service public de l'éducation – Contrôle du juge**

C.E., 4 juillet 2018, Association pour la neutralité de l'enseignement de l'histoire turque dans les programmes scolaires, n° 392400, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

# Enseignement scolaire

### RELATIONS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AVEC L'ÉTAT

**→ Établissements scolaires – Réseau d'éducation prioritaire (REP) – Arrêté ministériel – Intérêt pour agir d'une commune – Principe d'égalité**

C.E., 1er juin 2018, Commune de Sainte-Marie-aux-Mines et autres, n° 392196, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

### RELATIONS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**→ Prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association**

C.E., 2 mai 2018, Commune de Plestin-les-Grèves, n° 391876, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ École maternelle, classe enfantine et école élémentaire – Répartition des frais de fonctionnement de l'école entre commune de résidence de l'enfant et commune d'accueil – Contribution obligatoire de la commune de résidence aux frais de scolarisation de l'enfant dans une école d'une autre commune**

C.E., 6 juin 2018, n° 410463, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

**→ Collège – Compétence du conseil départemental – Localisation et secteur de recrutement – Acte faisant grief – Référé-suspension – Compétence du représentant de l'État dans le département – Fermeture**

C.E., 18 juillet 2018, Commune de Val-de-Reuil, Association Collectif P.M.F. Agglo et autres, n° 420043, aux tables du *Recueil Lebon*
C.E., 18 juillet 2018, Commune de Val-de-Reuil, Association Collectif P.M.F. Agglo et autres, n° 420047, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

### RELATIONS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AVEC LES PARENTS D' ÉLÈVES

**→ Autorité parentale – Acte usuel – Radiation – Inscription – Responsabilité de l'administration**

C.E., 13 avril 2018, n° 392949, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

### PREMIER DEGRÉ

**→ École maternelle – Inscription – Enfant étranger – Famille vivant dans un habitat précaire – Places disponibles**

T.A. Versailles, 15 mars 2018, n° 1800382
*LIJ* n° 203, juillet 2018

# Enseignement supérieur et recherche

### ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**→ Ministre d'un culte élu aux fonctions de président d'université – Respect des principes de laïcité et d'indépendance des enseignants-chercheurs**

C.E., 27 juin 2018, Syndicat de l'enseignement supérieur SNESUP-F.S.U., n° 419595, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

### INSCRIPTION DES ÉTUDIANTS

**→ Préinscription pour l'accès aux formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur – Traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Parcoursup »**

J.R.C.E., 20 février 2018, Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (C.R.C.E.) et autres, n° 417905
J.R.C.E., 20 février 2018, Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes (S.E.S.L.) et Union nationale lycéenne – Syndicale et démocratique (U.N.L.-S.D.), n° 418029
*LIJ*

n° 201, mars 2018

## Examens et concours

### RÉGLEMENTATION

**→ Conditions d'accès aux centres régionaux de formation professionnelle d'avocats**
C.E., 26 janvier 2018, n° 406005
*LIJ* n° 202, mai 2018

### COMPÉTENCE DES ÉTABLISSEMENTS

**→ Règlement de l'examen – Conditions d'opposabilité**
C.A.A. Paris, 13 mars 2018, n° 17PA00477
*LIJ* n° 203, juillet 2018

### ÉPREUVES

**→ Examens et concours – Jury – Pouvoirs du jury – Choix du sujet des épreuves – Contrôle du juge – Vérification qu'il n'existe, dans le choix du sujet d'une épreuve, aucune violation du règlement du concours de nature à créer une rupture d'égalité entre les candidats**
C.E., 26 septembre 2018, n° 405473, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

## Personnels

### RECRUTEMENT ET CHANGEMENT DE CORPS

**→ Accès à la fonction publique de l'État – Conditions requises pour se présenter à un concours – Vérification à tous les stades de la procédure de recrutement et jusqu'à la date de la nomination – Admission à concourir – Existence d'une décision implicite d'acceptation de la candidature (non)**
C.E., 12 décembre 2018, n° 402347
*LIJ* n° 206, mai 2019

### AFFECTATION ET MUTATION

**→ Commission administrative paritaire nationale (C.A.P.N.) – Mouvements des fonctionnaires – Procédures de mutation – Carrière des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS)**
C.E., 28 mars 2018, Syndicat national des infirmiers conseillers de santé (SNICS), n° 396040
*LIJ* n° 202, mai 2018

### POSITIONS

**→ Positions – Détachement – Structuration par grades différente entre les deux corps – Équivalence de grade – Critères d'appréciation de l'équivalence entre deux grades (indice terminal de chacun des deux grades, ainsi que, notamment, leur échelonnement indiciaire et leur place dans chacun des deux corps)**
C.E., 25 mai 2018, n° 410972, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

### ACCIDENT DE SERVICE ET MALADIE CONTRACTÉE EN SERVICE

**→ Fonctionnaires et agents publics – Accident de trajet – Qualification – Présomption d'imputabilité au service d'un accident se produisant sur le parcours habituel entre la résidence de l'agent et le lieu où s'accomplit son travail ou entre la résidence de l'agent et le lieu où il est hébergé provisoirement afin d'être à même d'exercer les fonctions qui lui sont attribuées**
C.E., 30 novembre 2018, n° 416753, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 206, mai 2019

### DROITS ET GARANTIES

**→ Enseignant – Protection fonctionnelle – Abrogation – Faute personnelle d'une exceptionnelle gravité**
T.A. Lyon, 28 février 2018, n° 1608046
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ Protection fonctionnelle – Prise en charge des frais d'avocat et de déplacement – Convention d'honoraires – Frais de défense excessifs**
C.A.A. Paris, 29 mai 2018, Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche c/ M. X, n° 16PA03908, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

**→ Obligation pour l'employeur de chercher à reclasser un salarié dont l'inaptitude physique définitive à l'exercice de son emploi a été médicalement constatée avant de pouvoir prononcer son licenciement – Existence, sauf si l'agent manifeste expressément sa volonté non équivoque de ne pas reprendre une activité professionnelle – Cas dans lesquels le reclassement est impossible – Absence d'emploi vacant, intéressé déclaré inapte à toute fonction, refus de la proposition d'emploi**
C.E., 25 mai 2018, n° 407336, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

### RÉMUNÉRATIONS, TRAITEMENT ET AVANTAGES EN NATURE

**→ Agent ayant épuisé ses droits à un congé de maladie ordinaire – Obligation de l'employeur – Maintien d'un demi-traitement prévu par la réglementation dans l'attente de l'avis du comité médical qu'il doit saisir – Acte créateur de droits – Existence – Conséquence – Sommes versées à ce titre définitivement acquises par l'agent en dépit de l'effet rétroactif de la décision se prononçant sur sa situation et le plaçant le cas échéant dans une position statutaire n'ouvrant pas droit par elle-même au versement**

C.E., 9 novembre 2018, Commune du Perreux-sur-Marne, n° 412684, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

DISCIPLINE

**→ Personnel enseignant – Discipline – Révocation – Preuve de la matérialité des faits par tout moyen – Note blanche des services de renseignement**
T.A. Rennes, 23 mars 2018, n° 1701338
*LIJ* n° 202, mai 2018

CESSATION DE FONCTIONS

**→ Fonctionnaires et agents publics – Cessation de fonctions – Communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire à l'employeur – Radiation des cadres par révocation – Procédure disciplinaire**
C.E., 18 octobre 2018, n° 412845 , aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

QUESTIONS PROPRES AUX AGENTS NON TITULAIRES

**→ Contrats aidés – Contrat d'avenir – Contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.U.I.-C.A.E.) – Seuils d'applicabilité des dispositions du code du travail – Modalités de calcul – Agents pris en compte**
Cass. soc., 19 septembre 2018, n° 16-27201, au *Bulletin*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

**→ Suspension d'un professeur des universités (article L. 951-4 du code de l'éducation) – Nature de la mesure – Sanction disciplinaire déguisée (non) – Mesure prise en considération de la personne (non) – Procédure contradictoire (non) – Légalité de la mesure – Condition – Faits présentant un caractère suffisant de vraisemblance et de gravité – Inconvénients graves liés à la poursuite par l'intéressé de ses activités dans l'établissement – Appréciation de la légalité de l'acte au vu des informations détenues par l'administration à la date de sa décision – Éléments nouveaux portés à la connaissance de l'administration postérieurement à sa décision, insusceptibles d'être utilement invoqués mais obligeant l'administration à abroger sa décision si la condition tenant à la vraisemblance des faits n'est plus satisfaite**
C.E., 18 juillet 2018, n° 418844, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

**→ Enseignant-chercheur reconnu travailleur handicapé – Refus de promotion – Critères de sélection des candidatures – Absence de prise en compte du handicap – Discrimination fondée sur le handicap – Préjudice – Avis du Défenseur des droits – Valeur juridique – Force contraignante (non)**
C.A.A. Paris, 10 avril 2018, n° 16PA03817
*LIJ* n° 204, novembre 2018

**→ Demande de réintégration anticipée d'un professeur des universités en position de disponibilité pour convenances personnelles – Délégation par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux présidents des établissements publics d'enseignement supérieur de sa compétence en matière de mise en disponibilité et de réintégration après disponibilité – Sans préjudice des pouvoirs du ministre chargé de l'enseignement supérieur, compétence du président d'un établissement d'enseignement supérieur pour se prononcer, d'une part, sur les demandes de mise en disponibilité des personnels enseignants exerçant dans l'établissement qu'il dirige et, d'autre part, sur les demandes de réintégration après disponibilité de ces mêmes enseignants dès lors que la demande de réintégration vise à occuper un poste dans l'établissement d'origine – Motifs de refus d'une telle demande de réintégration dans l'établissement antérieur d'exercice – Intérêt du service – Absence d'emploi vacant dans l'établissement, risque de troubles au bon fonctionnement de l'établissement**
C.E., 14 novembre 2018, n° 406371, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

## Établissements d'enseignement privés

MAÎTRES CONTRACTUELS

**→ Nouvelle-Calédonie – Maîtres délégués des établissements privés sous contrat – Agents relevant d'un statut de fonction publique ou d'un statut de droit public (non) – Compétence de la juridiction judiciaire**
T.C., 14 mai 2018, M. X c/ Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et Vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie, n° C4121
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ Maître contractuel de l'enseignement privé – Rémunération des heures supplémentaires – Nécessité d'une autorisation de l'autorité académique – Heures dites « de laboratoire »**
C.E., 26 juillet 2018, n° 411870, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

## Responsabilité

MISE EN CAUSE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION

**→ Responsabilité de l'État – Disparition d'un bien confisqué à un élève dans un E.P.L.E. – Faute de l'administration – Indemnisation du préjudice financier**
T.A. Orléans, 26 juin 2018, n° 1602716
*LIJ* n° 204, novembre 2018

## Procédure contentieuse

COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS

**→ Tribunal des conflits – Compétence des juridictions – Domaine public ou privé – Logements CROUS – Expulsion d'un occupant sans titre**

T.C., 12 février 2018, Centre régional des œuvres universitaires et scolaires c/ M. X, n° C4112
*LIJ* n° 202, mai 2018

**→ Centre national d'enseignement à distance (CNED) – Établissement public à caractère administratif – Formation continue – Compétence de la juridiction administrative**
T.C., 14 mai 2018, n° C4120, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ Ordre de juridiction compétent – Contrat d'avenir – Contrat unique d'insertion – Requalification en contrat à durée indéterminée – Indemnisation de l'agent – Compétence de la juridiction judiciaire**
T.C., 12 novembre 2018, n° C4136, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

### RECEVABILITÉ DES REQUÊTES

**→ Introduction de l'instance – Point de départ des délais de recours – Décision mise en ligne sur le système d'information et d'aide pour les promotions (SIAP) – Publication permettant l'opposabilité au requérant (oui)**
C.A.A. Bordeaux., 20 mars 2018, n° 16BX00203
*LIJ* n° 203, juillet 2018

### POUVOIRS ET DEVOIRS DU JUGE

**→ Éviction illégale du service – Évaluation du préjudice – Office du juge**
C.E., 28 mars 2018, n° 398851, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ Sanction disciplinaire – Caractère fautif des faits reprochés – Contrôle du juge – Proportionnalité de la sanction**
C.E., 18 juillet 2018, n° 401527, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 204, novembre 2018

## Technologies de l'information et de la communication (TIC)

### FICHIERS (TRAITEMENTS AUTOMATISÉS DE DONNÉES)

**→ Témoins de connexion (cookies) – Traitement de données à caractère personnel – Responsable de traitement – Obligation d'information des personnes concernées**
C.E., 6 juin 2018, Société Éditions Croque Futur, n° 412589, au *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 203, juillet 2018

**→ Traitement de données à caractère personnel – Administrateur de page d'un réseau social – Témoins de connexion (cookies) – Responsabilité conjointe du traitement**
C.J.U.E., 5 juin 2018, Unabhängiges Landeszentrum für Datenschutz Schleswig-Holstein c/ Wirtschaftsakademie Schleswig-Holstein GmbH, n° C-210/16
*LIJ* n° 203, juillet 2018

## Accès aux documents administratifs

### COMMUNICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

**→ Droit à la communication de documents administratifs – Protection de la vie privée des agents – Liste nominative des bénéficiaires de crédit de temps syndical sous forme de décharges d'activité de service**
C.E., 14 novembre 2018, Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, n° 409936, aux tables du *Recueil Lebon*
*LIJ* n° 205, mars 2019

**Les articles figurant dans ce numéro ne peuvent être reproduits, même partiellement, sans autorisation préalable.**
**En cas de reproduction autorisée, ladite reproduction devra comporter mention de la source et de l'auteur.**

**Rédaction LIJ :**
Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse - Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation – Secrétariat général – Direction des affaires juridiques
99, rue de Grenelle – 75357 Paris 07 S.P. – Tél. : 01 55 55 05 37
**Directrice de la publication :** Natacha Chicot
**Rédacteurs en chefs et adjoints :** Catherine Joly, Anne Redondo, Cédric Fraisseix, Victor Lespinard, Gaëlle Papin
**Responsable de la coordination éditoriale :** Frédérique Vergnes
**Secrétariat de rédaction, maquette et mise en page :** Anne Vanaret
**Ont participé à ce numéro :** Cédric Benoit, Sonia Blanchet, Julius Coiffait, Sophie Decker-Nomicisio, Philippe Dhennin, Cédrine Etienne, Stéphanie Frain, Aurélie Garde, Alexandra Gaudé, Florence Gayet, Sophie Goyer-Jennepin, Stéphanie Gutierrez, Guillaume Lefebvre, Francine Leroyer-Gravet, Chloé Lirzin, Anne-Marie Nantois, Cécile Parriat, Virginie Simon

**N° ISSN : 1265-6739**

© 2019 Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse - Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation – Tous droits réservés – Mentions légales